

### 13.025 é Loi sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication. Modification

Projet du Conseil fédéral	Décision du Conseil des Etats	Propositions de la Commission des affaires juridiques du Conseil national	
du 27 février 2013	du 19 mars 2014	du 30 avril 2015	
		<b>Majorité</b>	<b>Minorité</b> (Vischer Daniel, Brand, Egloff, Reimann Lukas, Schwander, Stamm)
	<i>Adhésion au projet, sauf observation</i>	<i>Entrer en matière et adhésion à la décision du Conseil des Etats, sauf observation</i>	<i>Ne pas entrer en matière</i>
		<b>Majorité</b>	<b>Minorité</b> (Vischer Daniel, Brand, Egloff, Kiener Nellen, Nidegger, Pardini, Reimann Lukas, Schwander, Stamm)
<p><b>Loi fédérale sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication (LSCPT)</b></p> <p>du ...</p> <hr/> <p><i>L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse,</i></p> <p>vu les art. 92, al. 1, et 123, al. 1, de la Constitution<sup>1</sup>, vu le message du Conseil fédéral du 27 février 2013<sup>2</sup>,</p> <p><i>arrête:</i></p>			<p><i>Renvoi au Conseil fédéral avec le mandat de présenter au Parlement un projet qui ne prévoit plus la possibilité de conserver des données à titre préventif. En outre, il s'agira de limiter le recours à des chevaux de Troie et des „IMSI-catchers“ à la lutte contre les actes de violence criminelle uniquement ainsi que de garantir que les données récoltées soient utilisées exclusivement aux fins de la procédure pénale. Enfin, des mesures de protection suffisantes devront être prises afin de limiter le champ d'action des chevaux de Troie à la surveillance des communications directes.</i></p>

<sup>1</sup> RS 101

<sup>2</sup> FF 2013 2379

**Conseil fédéral****Conseil des Etats****Commission du Conseil national****Section 1 Dispositions générales**

**Art. 1** Champ d'application à raison de la matière

<sup>1</sup> La présente loi s'applique à la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication qui est ordonnée et mise en œuvre:

- a. dans le cadre d'une procédure pénale;
- b. lors de l'exécution d'une demande d'entraide judiciaire;
- c. dans le cadre de la recherche de personnes disparues;
- d. dans le cadre de la recherche de personnes condamnées à une peine privative de liberté ou qui font l'objet d'une mesure entraînant une privation de liberté.

<sup>2</sup> Les renseignements sur les services de paiement soumis à la loi du 17 décembre 2010 sur la poste (LPO)<sup>3</sup> sont régis par les dispositions sur l'obligation de témoigner et sur l'obligation de renseigner les autorités.

**Art. 2** Champ d'application à raison des personnes

Ont des obligations de collaborer en vertu de la présente loi (personnes obligées de collaborer):

- a. les fournisseurs de services postaux, au sens de la LPO<sup>4</sup>;
- b. les fournisseurs de services de télécommunication, au sens de l'art. 3, let. b, de la loi du 30 avril 1997 sur les télécommunications (LTC)<sup>5</sup>;
- c. les fournisseurs de services qui se fondent sur des services de télécommunication et qui permettent une communication unilatérale

<sup>3</sup> RS 783.0

<sup>4</sup> RS 783.0

<sup>5</sup> RS 784.10

*Art. 2*

...

**Majorité**

**Minorité** (Reimann Lukas, Brand, Egloff, Müri, Nidegger, Rickli Natalie)

*c. Biffer*  
(voir aussi art. 22, al. 3)

**Conseil fédéral**

ou multilatérale (fournisseurs de services de communication dérivés);  
 d. les exploitants de réseaux de télécommunication internes;  
 e. les personnes qui laissent leur accès à un réseau public de télécommunication à la disposition de tiers;  
 f. les revendeurs professionnels de cartes ou de moyens semblables qui permettent l'accès à un réseau public de télécommunication.

**Conseil des Etats****Commission du Conseil national****Majorité**

**Minorité** (Reimann Lukas, Brand, Egloff, Nidegger, Rickli Natalie, Schwander, Stamm)

<sup>2</sup> Les personnes visées par l'al. 1, let. c, d et e ne sont pas tenues de collaborer pour autant qu'elles ne fournissent pas les prestations en question à des fins commerciales via les installations visées.

**Art. 3** Service de surveillance

<sup>1</sup> La Confédération exploite un service chargé de la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication, au sens de l'art. 269 du code de procédure pénale (CPP)<sup>6</sup> (service).

<sup>2</sup> Le service exécute ses tâches de manière autonome. Il n'est pas assujéti à des instructions et n'est rattaché au Département fédéral de justice et police (DFJP) que sur le plan administratif.

<sup>3</sup> Les autorités concédantes, les autorités de surveillance compétentes en matière de services postaux et de télécommunication, les autorités de poursuite pénale et le service collaborent dans l'exécution des tâches de ce dernier.

**Conseil fédéral****Conseil des Etats****Commission du Conseil national****Art. 4** Traitement des données personnelles

Le service, les autorités habilitées à ordonner une surveillance, les autorités habilitées à autoriser une surveillance de même que les fournisseurs de services postaux et de télécommunication peuvent traiter les données personnelles, y compris des données sensibles et des profils de la personnalité, qui leur sont nécessaires pour ordonner, autoriser et mettre en œuvre la surveillance.

**Art. 5** Organe consultatif

<sup>1</sup> Le DFJP peut mettre en place un organe consultatif composé de représentants du DFJP, du service, des cantons, des autorités de poursuite pénale et des fournisseurs de services postaux et de télécommunication.

<sup>2</sup> L'organe consultatif permet aux représentants selon l'al. 1 d'échanger leurs expériences et leurs avis. Il examine les révisions de la présente loi, des dispositions d'exécution et des pratiques des autorités pour favoriser une exécution sans difficultés des surveillances et un développement continu dans ce domaine. Il prend position sur les projets de révision et peut émettre des recommandations de sa propre initiative.

<sup>3</sup> Le DFJP règle la composition et l'organisation de l'organe consultatif ainsi que les procédures que celui-ci doit respecter.

**Art. 5****Majorité**

**Minorité** (Reimann Lukas, Brand, Egloff, Nidegger, Rickli Natalie, Schwander, Stamm, Vischer Daniel)

<sup>1</sup> ...

...  
services postaux et de télécommunication.  
Ces différents acteurs choisissent eux mêmes les personnes qui les représentent.

**Conseil fédéral****Conseil des Etats****Commission du Conseil national****Section 2 Système informatique de traitement des données relatives à la surveillance de la correspondance par télécommunication****Art. 6** Principe

Le service exploite un système informatique de traitement des données relatives à la surveillance de la correspondance par télécommunication visée à l'art. 1, al. 1 (système de traitement).

**Art. 7** But du système de traitement

Le système de traitement sert à:

- a. réceptionner les données collectées lors de la surveillance de la correspondance par télécommunication et à les mettre à la disposition des autorités autorisées à y accéder;
- b. maintenir, pour une longue durée, la lisibilité et la sécurité des données collectées lors de la surveillance de la correspondance par télécommunication;
- c. fournir les renseignements sur les accès aux services de télécommunication;
- d. offrir des fonctions de traitement des données contenues dans le système de traitement;
- e. favoriser l'exécution et le suivi des affaires.

**Art. 8** Contenu du système de traitement

Le système de traitement contient:

- a. le contenu des communications de la personne surveillée;
- b. les données indiquant avec qui, quand, combien de temps et d'où la personne surveillée a été ou est en communication ainsi que les caractéristiques techniques de la communication considérée (données secondaires de télécommunication);

**Art. 8**

...

**Majorité**

**Minorité** (Reimann Lukas, Brand, Egloff, Nidegger, Schwander, Stamm)

b. ...

...

ainsi que les caractéristiques techniques de la communication établie (données secondaires de télécommunication); les tentatives de communication n'appartiennent pas aux données secondaires de télécommunication;

**Conseil fédéral**

- c. les données sur les services de télécommunication;
- d. les données, en particulier les données personnelles, qui sont nécessaires au service pour assurer l'exécution et le suivi des affaires.

**Art. 9** Accès au système de traitement

<sup>1</sup> Le service permet à l'autorité qui a ordonné une surveillance ou à celle qui dirige subséquemment la procédure ainsi qu'aux personnes désignées par celles-ci d'accéder en ligne aux données collectées en relation avec la procédure concernée contenues dans le système de traitement.

<sup>2</sup> L'autorité selon l'al. 1 et les personnes désignées par celle-ci ont accès aux données aussi longtemps que ladite autorité est saisie du dossier.

<sup>3</sup> L'autorité qui se dessaisit d'un dossier en faveur d'une autre ou qui clôt la procédure en informe le service. Elle l'informe en outre de l'autorité nouvellement saisie du dossier.

<sup>4</sup> Les données collectées lors d'une surveillance sont, sur demande de l'autorité, communiquées, si possible cryptées, à celle-ci au moyen d'envois postaux de supports de données ou de documents:

- a. si elles sont destinées à être transmises à une autorité étrangère dans le cadre d'une procédure d'entraide judiciaire internationale; ou
- b. si leur consultation en ligne n'est pas possible pour des raisons techniques.

**Conseil des Etats****Commission du Conseil national**

**Conseil fédéral****Conseil des Etats****Commission du Conseil national****Art. 10** Droit de consulter le dossier et droit d'accès aux données

<sup>1</sup> En ce qui concerne les données collectées dans le cadre d'une procédure pénale ou de l'exécution d'une demande d'entraide judiciaire, sont applicables:

- a. au droit de consulter le dossier et au droit aux renseignements dans le cadre d'une procédure pendante: le droit de procédure applicable;
- b. au droit d'accès aux données après la clôture de la procédure: la loi fédérale du 19 juin 1992 sur la protection des données (LPD)<sup>7</sup>, si l'autorité saisie de la demande d'entraide judiciaire est une autorité de la Confédération, ou le droit cantonal, si cette autorité est une autorité d'un canton.

<sup>2</sup> Le droit d'accès aux données concernant les données collectées lors de la recherche de personnes disparues ou lors de la recherche de personnes condamnées est régi soit par la LPD, si l'autorité en charge du dossier est une autorité de la Confédération, soit par le droit cantonal, si cette autorité est une autorité d'un canton. L'art. 279 CPP<sup>8</sup> est applicable par analogie.

<sup>3</sup> La personne concernée par une surveillance fait valoir ses droits auprès de l'autorité en charge du dossier ou, s'il n'y en a plus, auprès de la dernière à l'avoir été. Le service n'est pas compétent pour octroyer l'accès aux données.

<sup>4</sup> Le Conseil fédéral règle la manière dont ces droits sont garantis. Il garantit les droits des parties en particulier dans les cas où il n'est pas possible de délivrer une copie du dossier ou que cela nécessite un travail disproportionné.

---

7 RS 235.1

8 RS 312.0

**Conseil fédéral****Conseil des Etats****Commission du Conseil national****Art. 11** Délai de conservation des données

<sup>1</sup> La durée de conservation des données collectées dans le cadre d'une procédure pénale dans le système de traitement est régie par les dispositions du droit de la procédure pénale applicable concernant les dossiers.

<sup>2</sup> Les données collectées lors de l'exécution d'une demande d'entraide judiciaire sont conservées dans le système de traitement aussi longtemps que le but poursuivi l'exige, mais trente ans au plus depuis la fin de la surveillance.

<sup>3</sup> Les données collectées lors de la recherche de personnes disparues sont conservées dans le système de traitement aussi longtemps que le but poursuivi l'exige, mais trente ans au plus depuis la fin de la surveillance.

<sup>4</sup> La durée de conservation des données collectées lors de la recherche d'une personne condamnée à une peine privative de liberté dans le système de traitement est régie par le droit de la procédure pénale applicable. Les données collectées lors de la recherche d'une personne qui fait l'objet d'une mesure entraînant une privation de liberté sont conservées aussi longtemps que le but poursuivi l'exige, mais trente ans au plus depuis la fin de la surveillance.

<sup>5</sup> L'autorité en charge du dossier ou, s'il n'y en a plus, la dernière à l'avoir été est responsable du respect des délais fixés aux al. 1 à 4. Elle informe le service avant l'expiration

**Art. 11**

**Majorité** **Minorité I** (Reimann Lukas, Brand, Egloff, Nidegger, Schwander, Stamm, Vischer Daniel)

**Minorité II** (Vischer Daniel, Brand, Egloff, Nidegger, Pardini, Reimann Lukas, Schwander)

Les données sont supprimées d'office du système dès qu'il n'y a plus de raison de poursuivre la surveillance. C'est le cas lors de la clôture de la recherche, lors de l'arrêt de l'enquête ou de la recherche en cas d'urgence ou lors de l'entrée en force du jugement.

<sup>2</sup> ...

...,  
mais dix ans au plus depuis la fin de la surveillance.



**Conseil fédéral**

du délai de conservation des données sur le sort devant leur être donné en vertu du droit applicable avant d'être supprimées du système. Trente ans après la fin d'une surveillance, le service s'enquiert auprès de l'autorité précitée du sort à réserver aux données figurant encore dans le système de traitement.

<sup>6</sup> Le Conseil fédéral règle les modalités garantissant le respect des délais et de l'information selon l'al. 5.

**Art. 12 Sécurité**

<sup>1</sup> Le service est responsable de la sécurité du système de traitement.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral édicte les dispositions relatives aux mesures de protection techniques et organisationnelles, en particulier concernant l'accès, la modification, la diffusion et la destruction, accidentels ou non autorisés, de données.

<sup>3</sup> Les personnes obligées de collaborer sont responsables de la sécurité des données jusqu'au point de livraison des données au service. Elles se conforment aux instructions du service pour les questions de sécurité des données.

**Conseil des Etats****Commission du Conseil national**

<sup>6</sup> *(ne concerne que le texte allemand)*

**Art. 12****Majorité**

**Minorité** (Schwaab, Brand, Egloff, Kiener Nellen, Nidegger, Pardini, Reimann Lukas, Rickli Natalie, Ruiz Rebecca, Schneider Schüttel, Schwander, Stamm)

<sup>4</sup> Si le service a connaissance de lacunes de sécurité, il en informe le Conseil fédéral, le préposé fédéral à la protection des données et à la transparence ainsi que le public.

<sup>5</sup> En cas d'importantes lacunes de sécurité, le Conseil fédéral ordonne l'arrêt de l'exploitation du système de traitement des données concerné jusqu'à ce que ces lacunes soient comblées.

**Conseil fédéral****Conseil des Etats****Commission du Conseil national****(Majorité)****(Minorité)**

<sup>6</sup> La classification et la correction des lacunes de sécurité sont contrôlées par le préposé fédéral à la protection des données et à la transparence.

**Art. 13** Responsabilité

Les autorités ayant accès au système de traitement selon l'art. 9 sont les maîtres du fichier des données collectées lors de surveillances relevant de leur compétence.

**Art. 14** Interface avec le réseau de systèmes d'information de police de l'Office fédéral de la police

<sup>1</sup> Une copie des données contenues dans le système de traitement peut être transférée en ligne dans les systèmes d'information visés aux art. 10, 12 et 13 de la loi fédérale du 13 juin 2008 sur les systèmes d'information de police de la Confédération (LSIP)<sup>9</sup>, pour autant:

- a. que le droit applicable autorise le traitement des données dans ces systèmes; et
- b. qu'il soit garanti que seules les personnes en charge de la procédure concernée puissent accéder aux données.

<sup>2</sup> Le transfert ne peut être effectué que par une personne qui a le droit d'accéder au système de traitement au sens de la présente loi et au système d'information considéré au sens de la LSIP.

**Conseil fédéral****Conseil des Etats****Commission du Conseil national****Section 3 Tâches du service****Art. 15** Renseignements sur les services de télécommunication

<sup>1</sup> Le service fournit des renseignements sur les données mentionnées aux art. 21 et 22 exclusivement aux autorités et aux fins suivantes lorsque ces autorités le demandent:

- a. aux autorités de la Confédération et des cantons qui peuvent ordonner ou autoriser une surveillance de la correspondance par télécommunication ou aux autorités désignées par celles-ci, afin de déterminer les services et les personnes à surveiller et celles qui communiquent avec eux;
- b. à l'Office fédéral de la police et aux autorités de police des cantons et des communes, afin d'exécuter des tâches de police;
- c. aux autorités de la Confédération et des cantons compétentes, afin de régler des affaires relevant du droit pénal administratif.

<sup>2</sup> Le service fournit des renseignements sur les données mentionnées à l'art. 21 exclusivement aux autorités et aux fins suivantes lorsque ces autorités le demandent:

- a. au Service de renseignement de la Confédération, pour l'exécution de la loi fédérale du 21 mars 1997 instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure<sup>10</sup>;
- b. à l'autorité compétente de la Confédération selon les art. 10, al. 3, et 23 de la loi fédérale du 19 décembre 1986 contre la concurrence déloyale (LCD)<sup>11</sup>, pour déposer une plainte pénale portant sur un acte de concurrence déloyale visé par l'art. 3, al. 1, let. u, LCD.

---

10 RS 120

11 RS 241

**Conseil fédéral****Art. 16** Tâches générales dans le domaine de la surveillance

Dans les domaines de la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication, les tâches générales du service sont les suivantes:

a. il contacte sans délai l'autorité qui a ordonné la surveillance et l'autorité habilitée à autoriser la surveillance, avant que des envois ou des informations ne soient transmis à l'autorité qui a ordonné la surveillance s'il estime que l'ordre de surveillance:

1. dans le cas d'une surveillance dans le cadre d'une procédure pénale, ne concerne pas une infraction pouvant faire l'objet d'une surveillance,

2. n'a pas été donné par l'autorité compétente, ou

3. n'est pas complet ni clair.

b. il contacte sans délai l'autorité qui a ordonné la surveillance et l'autorité habilitée à autoriser la surveillance s'il estime que celle-ci est techniquement inappropriée, ne fait pas partie des types de surveillance prévus par la loi et les dispositions d'exécution ou n'est pas techniquement exécutable;

c. il donne à l'autorité compétente pour ordonner une surveillance les informations nécessaires pour ce faire; au besoin, il demande aux personnes obligées de collaborer de lui fournir ces informations;

d. il donne aux personnes obligées de collaborer des instructions sur la mise en œuvre de la surveillance, leur donne l'ordre de prendre toute mesure utile à cette mise en œuvre et en contrôle l'exécution;

e. il met en œuvre les mesures visant à protéger le secret professionnel qui ont été ordonnées par l'autorité qui a autorisé la surveillance;

**Conseil des Etats****Art. 16**

...

**Commission du Conseil national****Art. 16**

...

**Majorité****Minorité** (Reimann Lukas, Brand, Nidegger, Schwander, Stamm)

b. S'il estime que la surveillance ordonnée par l'autorité, respectivement l'autorité d'approbation, est techniquement inappropriée, qu'elle n'est pas techniquement exécutable, qu'elle ne fait pas partie des types de surveillance prévus par la loi et les dispositions d'exécution ou que son exécution technique occasionnerait une charge disproportionnée, il le constate dans une décision.

**Conseil fédéral**

f. il vérifie que la surveillance ne s'étende pas au-delà de la durée autorisée et y met fin à l'expiration du délai si aucune copie de la demande de prolongation ne lui a été adressée;

g. il communique immédiatement la levée de la surveillance à l'autorité qui l'a autorisée;

h. il suit l'évolution technique dans le domaine postal et des télécommunications;

i. il organise et donne des formations aux personnes qui ont accès à son système de traitement;

j. il peut, sur demande, fournir des conseils techniques, juridiques et opérationnels en matière de surveillance de la correspondance par poste et télécommunication aux autorités et aux personnes obligées de collaborer.

**Conseil des Etats**

j. ...

...;

k. il tient une statistique des surveillances.

**Commission du Conseil national**

**Art. 17** Tâches dans le domaine de la surveillance de la correspondance par télécommunication

Dans le domaine de la surveillance de la correspondance par télécommunication, les tâches du service sont, en outre, les suivantes:

a. il confie la surveillance au fournisseur de services de télécommunication qui est préposé à la gestion du service ou à celui auquel l'exécution technique de la surveillance occasionne la moins grande charge, lorsque plusieurs fournisseurs de services de télécommunication participent à l'exploitation du service de télécommunication à surveiller; le service prend en considération les indications de l'autorité qui a ordonné la surveillance;

b. il réceptionne les communications de la personne surveillée qui ont été transmises par les fournisseurs de services de télécommunication, les enregistre et permet

**Conseil fédéral****Conseil des Etats****Commission du Conseil national**

à l'autorité qui a ordonné la surveillance ou à l'autorité désignée par celle-ci de les consulter;

c. il ordonne aux fournisseurs de services de télécommunication de transmettre les données collectées lors de la surveillance directement à l'autorité qui a ordonné la surveillance (branchement direct) ou à l'autorité désignée par celle-ci, si, pour des raisons techniques, il n'est pas en mesure de réceptionner, d'enregistrer ou de leur permettre la consultation de ces communications; dans ce cas, les autorités précitées enregistrent elles-mêmes ces données;

d. il reçoit des fournisseurs de services de télécommunication les données secondaires de télécommunication, les enregistre et permet à l'autorité qui a ordonné la surveillance ou à l'autorité désignée par celle-ci de les consulter;

e. il prend les mesures nécessaires pour que la surveillance puisse être mise en œuvre lorsque les personnes obligées de collaborer doivent simplement tolérer une surveillance et y coopérer (art. 26, al. 6, 27, al. 1 et 2, 28 et 29) ou lorsqu'une surveillance qui n'a pas fait l'objet d'une standardisation doit être exécutée (art. 32, al. 2);

f. il vérifie la disponibilité à renseigner et à surveiller des fournisseurs de services de télécommunication (art. 32 à 34);

g. il effectue, à la demande de l'autorité qui a ordonné la surveillance, un tri permettant d'isoler certains types de données composant le flux de données considéré.

**Art. 18** Contrôle de qualité

<sup>1</sup> Le service prend les mesures de contrôle préventives et ultérieures relatives à la qualité des données livrées par les fournisseurs de services de télécommunication.

**Conseil fédéral**

<sup>2</sup> Il ne peut prendre connaissance du contenu de ces données qu'avec l'accord préalable de l'autorité en charge du dossier.

**Section 4 Obligations dans le domaine de la surveillance de la correspondance par poste**

**Art. 19** Obligations des fournisseurs de services postaux

<sup>1</sup> Sur demande du service, les fournisseurs de services postaux fournissent à l'autorité qui a ordonné la surveillance ou à l'autorité désignée par celle-ci:

- a. les envois postaux destinés à la personne surveillée ou expédiés par elle;
- b. les données indiquant avec qui, quand et d'où la personne surveillée a été ou est en correspondance ainsi que les caractéristiques techniques des envois postaux considérés (données secondaires postales).

<sup>2</sup> L'ordre de surveillance peut prévoir l'exécution de celle-ci en temps réel ou la remise des données secondaires postales conservées concernant des correspondances passées (surveillance rétroactive).

<sup>3</sup> Le Conseil fédéral précise les types de surveillance admissibles et détermine pour chaque type de surveillance les données que les différents fournisseurs doivent livrer.

**Conseil des Etats**

*Art. 19*

**Commission du Conseil national**

*Art. 19*

<b>Conseil fédéral</b>	<b>Conseil des Etats</b>	<b>Commission du Conseil national</b>				
		<b>Majorité</b>	<b>Minorité I</b> (Leutenegger Oberholzer, Kiener Nellen, Schneider Schüttel, Schwaab, Vischer Daniel)	<b>Minorité II</b> (Schneider Schüttel, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Reimann Lukas, Ruiz Rebecca, Schwaab, Vischer Daniel)	<b>Minorité III</b> (Reimann Lukas, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Nidegger, Schwander, Stamm, Vischer Daniel)	<b>Minorité IV</b> (Vischer Daniel, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer)
<sup>4</sup> Les fournisseurs conservent les données secondaires postales définies par le Conseil fédéral en vertu de l'al. 3 durant douze mois.	<sup>4</sup> ...  ... durant 6 mois. (voir aussi art. 45, al. 3, art. 273, al. 3 CPP et art. 70d, al. 3 PPM)	<sup>4</sup> Selon Conseil fédéral	<sup>4</sup> Selon Conseil des Etats (voir aussi art. 45, al. 3, art. 273, al. 3 CPP et art. 70d, al. 3 PPM)	<sup>4</sup> ...  ... mois. A l'expiration de ce délai, les données doivent être détruites. (voir aussi art. 26, al. 5, et art. 39, al. 1, let. b)	<sup>4</sup> Les fournisseurs conservent provisoirement, sur ordre, les données secondaires postales définies par le Conseil fédéral en vertu de l'al. 3. (voir aussi art. 19, al. 4 <sup>ter</sup> )	<sup>4</sup> Biffer
		<b>Majorité</b>	<b>Minorité</b> (Schwaab, Chevalley, Flach, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Schneider Schüttel, Vischer Daniel)  <sup>4bis</sup> Les fournisseurs conservent les données secondaires postales en Suisse.		<sup>4ter</sup> Ils sont habilités à supprimer les données secondaires visées à l'al. 4 s'il n'y a pas eu d'ordre au sens de l'al. 3 après trois mois ou s'il ne faut plus s'attendre à ce qu'il y en ait un. (voir aussi art. 19, al. 4)	
<sup>5</sup> Avec le consentement préalable de l'autorité en charge du dossier, les fournisseurs récupèrent les envois postaux qu'ils ont fournis à celle-ci et les livrent à la personne surveillée.						



**Conseil fédéral**

**Art. 20** Informations préalables à un ordre de surveillance

Les fournisseurs de services postaux fournissent au service, sur demande de celui-ci, les informations nécessaires pour ordonner une surveillance.

**Section 5 Renseignements relatifs à la surveillance de la correspondance par télécommunication**

**Art. 21** Renseignements sur les services de télécommunication

<sup>1</sup> Les fournisseurs de services de télécommunication fournissent au service les données suivantes sur des services déterminés:

- a. le nom, le prénom, la date de naissance, l'adresse et, si celle-ci est connue, la profession de l'utilisateur;
- b. les ressources d'adressage (art. 3, let. f et g, LTC<sup>12</sup>);
- c. les types de services;
- d. d'autres types de données administratives et techniques et de données permettant d'identifier des personnes désignés par le Conseil fédéral sur les services de télécommunication;
- e. si le client n'a pas souscrit d'abonnement: en plus le point de remise du moyen permettant l'accès au service de télécommunication ainsi que le nom et le prénom de la personne qui a remis ce moyen.

<sup>2</sup> Il s'assurent que, lors de l'ouverture de la relation commerciale, ces données soient

**Conseil des Etats**

*Art. 21*

<sup>2</sup> ...

**Commission du Conseil national**

*Art. 21*

**Majorité**

**Minorité** (Rickli Natalie, Brand, Egloff, Mürli, Nidegger, Vischer Daniel)

<sup>1</sup> ...

... sur des services déterminés fournis à des usagers précis:

- a. le nom, le prénom, l'adresse et, si celles-ci sont connues, la date de naissance et la profession ...
- b. ...  
... LTC), pour autant qu'elles soient disponibles;

d. *Biffer*

**Conseil fédéral**

enregistrées et qu'elles puissent être livrées durant toute la durée de la relation commerciale, qu'un abonnement ait été souscrit ou non.

**Art. 22** Renseignements visant à identifier les auteurs d'infractions sur Internet

<sup>1</sup> Lorsque la commission par Internet d'un acte punissable est suspectée, les fournisseurs de services de télécommunication fournissent au service toute indication permettant d'identifier son auteur.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral détermine les indications que les fournisseurs de services de télécommunication doivent en tout temps posséder et livrer aux fins de l'identification. Ils doivent également livrer au service les autres indications dont ils disposent.

<sup>3</sup> Les fournisseurs de services de communication dérivés et les exploitants de réseaux de télécommunication internes fournissent au service les indications dont ils disposent.

<sup>4</sup> Le Conseil fédéral peut obliger les fournisseurs de services de communication dérivés offrant des services d'une grande importance économique ou à un grand nombre d'utilisateurs à posséder et fournir tout ou partie des indications que les fournisseurs de services de télécommunication doivent livrer en vertu de l'al. 2.

**Conseil des Etats**

... durant toute la durée de la relation commerciale ainsi que durant 12 mois après la fin de celle-ci.

**Commission du Conseil national****Art. 22**

<sup>2</sup> ...

... de services de télécommunication doivent, durant toute la durée de la relation commerciale ainsi que 12 mois après la fin de celle-ci, posséder et livrer aux fins de l'identification. Ils doivent également livrer ...

**Majorité** **Minorité** (Reimann Lukas, Brand, Egloff, Müri, Nidegger, Rickli Natalie)

<sup>3</sup> Les exploitants de réseaux de télécommunication internes fournissent au service les indications dont ils disposent. (*voir aussi art. 2, let. c*)

**Majorité** **Minorité I** (Rickli Natalie, Brand, Müri, Nidegger)

**Minorité II** (Rickli Natalie, Brand, Müri, Nidegger)

<sup>4</sup> ...

... d'une grande importance économique à posséder et fournir tout ou partie des indications ...

<sup>4</sup> *Biffer*

**Conseil fédéral****Conseil des Etats****Commission du Conseil national****Art. 23** Modalités relatives à la saisie des données et octroi des renseignements

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral règle les modalités relatives à la saisie des données visées aux art. 21, al. 1, let. a, et 22, al. 2, phr. 1, par les fournisseurs de services de télécommunication.

<sup>2</sup> Il règle la forme et la conservation des demandes de renseignements.

<sup>3</sup> Il peut prévoir que les données mentionnées aux art. 21 et 22 soient rendues accessibles aux autorités citées à l'art. 15 par une consultation en ligne et que la communication des données soit exécutée gratuitement et en tout temps.

**Art. 24** Informations préalables à un ordre de surveillance

Les fournisseurs de services de télécommunication fournissent au service, sur demande de celui-ci, les informations nécessaires pour ordonner une surveillance.

**Art. 25** Informations sur les services

A la demande du service, les fournisseurs de services de télécommunication l'informent en tout temps de manière détaillée sur la nature et les caractéristiques de tout service qu'ils ont mis sur le marché ou ont l'intention de mettre sur le marché dans les six mois.

**Art. 23****Majorité****Minorité** (Brand, Nidegger, Rickli Natalie)

<sup>1</sup> *Biffer*

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral règle ...

<sup>3</sup> ...

... et en tout temps. Il règle l'indemnité correspondante.

**Art. 24**

...

... les informations techniques nécessaires pour ordonner une surveillance.

**Conseil fédéral****Conseil des Etats****Commission du Conseil national****Section 6 Obligations dans le domaine de la surveillance de la correspondance par télécommunication**

**Art. 26** Obligations des fournisseurs de services de télécommunication

<sup>1</sup> Les fournisseurs de services de télécommunication fournissent au service ou, selon l'art. 17, let. c, à l'autorité qui a ordonné la surveillance ou à l'autorité désignée par celle-ci, sur demande:

- a. le contenu des communications de la personne surveillée;
- b. les données secondaires de télécommunication de la personne surveillée.

<sup>2</sup> Ils doivent en outre:

- a. fournir les informations nécessaires à la mise en œuvre de la surveillance;
- b. tolérer des surveillances exécutées par le service ou par les personnes mandatées par celui-ci; à cet effet, ils doivent sans délai garantir l'accès à leurs installations;
- c. supprimer les chiffrements qu'ils ont opérés.

<sup>3</sup> Les fournisseurs de services de télécommunication qui participent à l'exploitation du service de télécommunication à surveiller fournissent au service les données en leur possession ou à celui d'entre eux qui est chargé de la surveillance.

<sup>4</sup> L'ordre de surveillance peut prévoir l'exécution de celle-ci en temps réel ou la remise des données secondaires de télécommunication conservées concernant des communications passées (surveillance rétroactive).

*Art. 26*

<sup>1</sup> ...

**Majorité**

**Minorité** (Vischer Daniel, Kiener Nellen, Reimann Lukas, Leutenegger Oberholzer)

b. *Biffer*

(voir aussi art. 26, al. 5; art. 27, al. 2; art. 28, al. ; art. 29, al. 2; art. 39, al. 1, let. b; art. 45 al. 3; art. 273, al. 3 CPP; art. 70d, al. 3 PPM)

**Conseil fédéral****Conseil des Etats****Commission du Conseil national**

<b>Majorité</b>	<b>Minorité I</b> (Schwaab, Flach, Kiener Nellen, Reimann Lukas, Schneider Schüttel, Leutenegger Oberholzer, Vischer Daniel)	<b>Minorité II</b> (Vischer Daniel)	<b>Minorité III</b> (Schneider Schüttel, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Reimann Lukas, Ruiz Rebecca, Schwaab, Vischer Daniel)	<b>Minorité IV</b> (Reimann Lukas, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Nidegger, Schwander, Stamm, Vischer Daniel)	<b>Minorité V</b> (Vischer Daniel, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Reimann Lukas)
-----------------	--	-------------------------------------	---	---	--

<sup>5</sup> Les fournisseurs de services de télécommunication conservent les données secondaires de télécommunication durant douze mois.

<sup>5</sup> ...

... durant six mois.  
(voir aussi art. 45, al. 3; art. 273, al. 3 CPP; art. 70d, al. 3 PPM)

<sup>5</sup> ...

... durant trois mois.

<sup>5</sup> ...

... mois. A l'expiration de ce délai, les données doivent être détruites.  
(voir aussi art. 19, al. 4, et art. 39, al. 1, let. b)

<sup>5</sup> Les fournisseurs conservent provisoirement, sur ordre, les données secondaires de télécommunication.  
(voir aussi art. 26, al. 5<sup>ter</sup> et art. 273, al. 1 et 3 CPP; art. 70d, al. 1 et 3 PPM)

<sup>5</sup> *Biffer*  
(voir aussi art. 26 al. 1 let. b; art. 27, al. 2; art. 28, al. 2; art. 29, al. 2; art. 39, al. 1, let. b; art. 45, al. 3; art. 273, al. 3 CPP; art. 70d, al. 3 PPM)

**Majorité** **Minorité** (Schwaab, Amherd, Chevalley, Flach, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Ruiz Rebecca, Schneider Schüttel, Vischer Daniel)

<sup>5bis</sup> Les fournisseurs de services de télécommunications conservent les données secondaires de télécommunication en Suisse.

**Majorité**

<sup>5ter</sup> Ils sont habilités à supprimer les données secondaires visées à l'al. 5 s'il n'y a pas eu d'ordre au sens de l'al. 4 après trois mois ou s'il ne faut plus s'attendre à ce qu'il y en ait un.  
(voir aussi art. 26, al. 5<sup>ter</sup> et art. 273, al. 1 et 3 CPP; art. 70d, al. 1 et 3 PPM)

**Majorité** **Minorité** (Rickli Natalie, Egloff, Leutenegger Oberholzer, Müri, Nidegger, Reimann Lukas, Vischer Daniel)

<sup>6</sup> Le Conseil fédéral peut dispenser des fournisseurs de services de télécommunication de certaines obligations légales, en particulier ceux qui offrent des services de télécommunication de faible importance économique ou dans le domaine de l'éducation. Il ne les dispense pas

<sup>6</sup> Le Conseil fédéral peut dispenser de certaines obligations légales des fournisseurs de services de télécommunication pour ce qui est de services de faible importance pour élucider des infractions ainsi que des fournisseurs de services de télécommunication dans le domaine de l'éducation. Il ...

**Conseil fédéral**

de l'obligation de fournir sur demande les données secondaires de télécommunication de la personne surveillée dont ils disposent ni des obligations visées à l'al. 2.

**Art. 27** Obligations des fournisseurs de services de communication dérivés

<sup>1</sup> Les fournisseurs de services de communication dérivés tolèrent une surveillance exécutée par le service ou par les personnes mandatées par celui-ci portant sur des données que la personne surveillée transmet ou enregistre en recourant à des services de communication dérivés. A cet effet, il doivent sans délai:

- a. garantir l'accès à leurs installations;
- b. fournir les renseignements nécessaires à l'exécution de la surveillance.

<sup>2</sup> Ils fournissent, sur demande, les données secondaires de télécommunication de la personne surveillée dont ils disposent.

<sup>3</sup> Si cela est nécessaire pour surveiller la correspondance par télécommunication, le Conseil fédéral soumet l'ensemble ou une partie des fournisseurs de services de communication dérivés offrant des services d'une grande importance économique ou à un grand nombre d'utilisateurs à tout ou partie des obligations mentionnées à l'art. 26. Le cas échéant, les dispositions de la présente loi concernant les fournisseurs de services de télécommunication sont applicables par analogie.

**Conseil des Etats****Commission du Conseil national****Art. 27**

**Majorité** **Minorité** (Vischer Daniel, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer)

**Minorité** (Rickli Natalie, Brand, Egloff, Kiener Nellen, Muri, Nidegger, Reimann Lukas, Vischer Daniel)

**Minorité** (Reimann Lukas, Brand, Egloff, Muri, Nidegger, Rickli Natalie)

*Biffer*

<sup>2</sup> *Biffer*  
(voir aussi art. 26, al. 1, let. b; art. 26, al. 5; art. 28, al. 2; art. 29, al. 2; art. 39, al. 1, let. b; art. 45, al. 3; art. 273, al. 3 CPP; art. 70d, al. 3 PPM)

<sup>3</sup> *Biffer*

**Conseil fédéral**

**Art. 28** Obligations des exploitants de réseaux de télécommunication internes

<sup>1</sup> Les exploitants de réseaux de télécommunication internes tolèrent une surveillance exécutée par le service ou par les personnes mandatées par celui-ci. A cet effet, ils doivent sans délai:

- a. garantir l'accès à leurs installations;
- b. fournir les renseignements nécessaires à l'exécution de la surveillance.

<sup>2</sup> Ils fournissent, sur demande, les données secondaires de télécommunication de la personne surveillée dont ils disposent.

**Art. 29** Obligations des personnes qui laissent leur accès à un réseau public de télécommunication à la disposition de tiers

<sup>1</sup> Les personnes qui laissent leur accès à un réseau public de télécommunication à la disposition de tiers tolèrent une surveillance exécutée par le service ou par les personnes mandatées par celui-ci. A cet effet, elles doivent sans délai:

- a. garantir l'accès à leurs installations;
- b. fournir les renseignements nécessaires à l'exécution de la surveillance.

<sup>2</sup> Elles fournissent, sur demande, les données secondaires de télécommunication de la personne surveillée dont elles disposent.

**Conseil des Etats****Commission du Conseil national**

Art. 28

**Majorité**

Art. 29

**Majorité**

**Minorité** (Vischer Daniel, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Reimann Lukas)

<sup>2</sup> *Biffer*

(voir aussi art. 26, al. 1, let. b; art. 26, al. 5; art. 27, al. 2; art. 29, al. 2; art. 39, al. 1, let. b; art. 45, al. 3; art. 273, al. 3 CPP; art. 70d, al. 3 PPM)

**Minorité** (Vischer Daniel, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Reimann Lukas)

<sup>2</sup> *Biffer*

(voir aussi art. 26, al. 1, let. b; art. 26, al. 5; art. 27, al. 2; art. 28, al. 2; art. 39, al. 1, let. b; art. 45, al. 3; art. 273, al. 3 CPP; art. 70d, al. 3 PPM)

**Conseil fédéral**

**Art. 30** Obligations des revendeurs professionnels de cartes ou de moyens semblables

Les revendeurs professionnels de cartes ou de moyens semblables qui permettent l'accès à un réseau public de télécommunication doivent enregistrer les données mentionnées à l'art. 21, al. 1, et les transmettre au fournisseur de services de télécommunication au réseau duquel le moyen considéré permet l'accès.

**Section 7 Garantie de la disponibilité des fournisseurs de services de télécommunication à renseigner et à surveiller**

**Art. 31** Dispositions d'exécution applicables aux types de renseignements et de surveillance

<sup>1</sup> Le Conseil fédéral précise les renseignements que les fournisseurs de services de télécommunication doivent fournir et les types de surveillance qu'ils doivent exécuter. Il détermine pour chaque type de renseignement et de surveillance les données qui doivent être fournies.

<sup>2</sup> Il fixe les délais dans lesquels les données doivent être fournies.

<sup>3</sup> Le DFJP édicte les dispositions techniques et administratives pour l'octroi standardisé des renseignements et pour l'exécution standardisée des types de surveillance usuels. Il détermine en particulier les interfaces et les formats de données devant être utilisés pour la livraison des données au service. Il prend en considération les standards internationaux en la matière.

**Conseil des Etats****Commission du Conseil national**



**Conseil fédéral****Conseil des Etats****Commission du Conseil national**

**Art. 32** Disponibilité à renseigner et à surveiller

Art. 32

<sup>1</sup> Les fournisseurs de services de télécommunication doivent en tout temps être en mesure, selon le droit applicable, de fournir les renseignements visés aux art. 21 et 22 et les informations visées aux art. 24 et 26, al. 2, let. a, et de surveiller les services de télécommunication qu'ils proposent si la fourniture de renseignements et la surveillance considérées ont fait l'objet d'une standardisation.

<sup>2</sup> Si des renseignements n'ayant pas fait l'objet d'une standardisation sont demandés ou si des types de surveillance n'ayant pas fait l'objet d'une standardisation sont ordonnés, les fournisseurs de services de télécommunication doivent, conformément aux directives données par le service, collaborer avec celui-ci et prendre toute mesure utile pour garantir une exécution sans difficultés.

<sup>3</sup> Les fournisseurs de services de télécommunication peuvent confier, à leurs frais, l'exécution de ces obligations à des tiers. Le cas échéant, ils doivent s'assurer que ceux-ci peuvent garantir la sécurité et la confidentialité des données. Les tiers chargés de l'exécution de ces obligations sont soumis à la surveillance du service.

**Art. 33** Preuve de la disponibilité à renseigner et à surveiller

<sup>1</sup> Les fournisseurs de services de télécommunication doivent, sur demande du service, faire la démonstration à leur frais qu'ils sont en mesure, selon le droit applicable, de fournir les renseignements ayant fait l'objet d'une standardisation et d'exécuter

**Majorité**

**Minorité** (Reimann Lukas, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Schneider Schüttel, Schwaab, Vischer Daniel)

<sup>2</sup> ...

... et prendre toute mesure utile et raisonnable sur les plans technique et financier pour ...

**Conseil fédéral**

les types de surveillance ayant fait l'objet d'une standardisation.

<sup>2</sup> Le service peut confier à des tiers la tâche de contrôler cette disponibilité à renseigner et à surveiller.

<sup>3</sup> Le service définit, au cas par cas, les modalités techniques et organisationnelles applicables à cette démonstration.

<sup>4</sup> Le service perçoit du fournisseur de services de télécommunication un émolument pour les frais occasionnés par l'examen. Le Conseil fédéral fixe les émoluments.

<sup>5</sup> Le service peut enjoindre aux fournisseurs de prendre des mesures techniques et organisationnelles pour pallier les manquements à leur disponibilité à renseigner et à surveiller.

<sup>6</sup> Il délivre aux fournisseurs une attestation dès que la démonstration est apportée. Le Conseil fédéral règle le contenu de l'attestation et sa durée de validité, en particulier en cas de développements techniques.

**Art. 34** Prise en charge des coûts en cas de manquement à la collaboration

<sup>1</sup> Les fournisseurs de services de télécommunication doivent supporter les coûts découlant du fait qu'ils ne peuvent ou ne veulent pas remplir leurs obligations visées à l'art. 32 et qu'il doit par conséquent être fait appel au service ou à des tiers pour les exécuter.

<sup>2</sup> Ils ne doivent pas supporter ces coûts s'ils ne peuvent pas satisfaire à leurs obligations et si l'un des cas suivants se présente:  
a. ils disposent pour le type de surveillance

**Conseil des Etats****Commission du Conseil national**

**Conseil fédéral**

considéré d'une attestation valable de leur disponibilité à surveiller;  
 b. ils ont fourni la preuve de leur disponibilité à surveiller mais cette preuve n'a pas été examinée en temps utile pour des motifs qui ne leur sont pas imputables.

**Section 8 Recherche en cas d'urgence et de personnes condamnées****Art. 35** Recherche en cas d'urgence

<sup>1</sup> En dehors d'une procédure pénale, l'autorité compétente peut ordonner une surveillance de la correspondance par poste et télécommunication pour retrouver une personne disparue.

<sup>2</sup> Une personne est réputée disparue:  
 a. s'il est impossible ou excessivement difficile de la localiser; et  
 b. si des indices sérieux donnent lieu de penser que sa santé ou sa vie sont gravement menacées.

<sup>3</sup> L'autorité compétente peut avoir recours aux dispositifs techniques de surveillance visés à l'art. 269<sup>bis</sup> CPP<sup>13</sup> lorsque les mesures de surveillance de la correspondance par télécommunication au sens de l'art. 269 CPP prises jusqu'alors sont restées sans succès ou lorsque ces mesures n'auraient aucune chance d'aboutir ou rendraient la recherche excessivement difficile.

<sup>4</sup> Elle peut aussi consulter des données relatives à des tiers, dans la mesure où cela paraît nécessaire, sur la base des circonstances, pour retrouver la personne disparue.

**Conseil des Etats****Art. 35**

<sup>3</sup> ...  
 aux dispositifs techniques visés à l'art. 269<sup>bis</sup> CPP ...

... difficile. Elle tient une statistique des surveillances visées à l'art. 269<sup>bis</sup> CPP.

**Commission du Conseil national**

**Conseil fédéral****Art. 36** Recherche de personnes condamnées

<sup>1</sup> En dehors d'une procédure pénale, l'autorité compétente peut ordonner une surveillance de la correspondance par poste et télécommunication pour retrouver une personne condamnée à une peine privative de liberté ou qui fait l'objet d'une mesure entraînant une privation de liberté, sur la base d'un jugement définitif et exécutoire, lorsque les autres mesures prises jusqu'alors à cet effet sont restées sans succès ou lorsque les recherches n'auraient aucune chance d'aboutir ou seraient excessivement difficiles en l'absence de surveillance.

<sup>2</sup> Elle peut avoir recours aux dispositifs techniques de surveillance visés à l'art. 269<sup>bis</sup> CPP<sup>14</sup> lorsque les mesures de surveillance de la correspondance par télécommunication au sens de l'art. 269 CPP prises jusqu'alors sont restées sans succès ou lorsque ces mesures n'auraient aucune chance d'aboutir ou rendraient la recherche excessivement difficile.

<sup>3</sup> Elle peut aussi consulter des données relatives à des tiers, lorsque des conditions analogues à celles prévues à l'art. 270 CPP sont remplies.

**Art. 37** Procédure

<sup>1</sup> La procédure est régie par analogie par les art. 274 à 279 CPP<sup>15</sup>.

<sup>2</sup> En dérogation à l'art. 279 CPP, les personnes surveillées sont informées dans

<sup>14</sup> RS 312.0

<sup>15</sup> RS 312.0

**Conseil des Etats****Art. 36**

<sup>2</sup> ... aux dispositifs techniques visés à l'art. 269<sup>bis</sup> CPP et aux programmes informatiques visés à l'art. 269<sup>ter</sup> CPP lorsque ...

... difficile. Elle tient une statistique des surveillances visées aux art. 269<sup>bis</sup> et 269<sup>ter</sup> CPP.

**Art. 37**

<sup>1</sup> ... par les art. 271, 272 et 274 à 279 CPP.

**Commission du Conseil national**

**Conseil fédéral**

les meilleurs délais lors d'une recherche en cas d'urgence.

<sup>3</sup> La Confédération et les cantons désignent l'autorité qui ordonne la surveillance, celle qui autorise la surveillance et l'autorité de recours. La surveillance doit être autorisée par une autorité judiciaire.

**Section 9 Frais et émoluments****Art. 38**

<sup>1</sup> Les coûts des équipements nécessaires à l'exécution des obligations découlant de la présente loi sont à la charge des personnes obligées de collaborer.

<sup>2</sup> Les personnes obligées de collaborer reçoivent du service une indemnité équitable pour les frais occasionnés pour chaque surveillance.

<sup>3</sup> L'autorité qui a ordonné la surveillance verse au service un émolument global comprenant:

- a. un émolument pour les prestations du service;
- b. l'indemnité pour les prestations des personnes obligées de collaborer.

<sup>4</sup> Le Conseil fédéral fixe les indemnités et les émoluments.

**Section 10 Dispositions pénales****Art. 39** Contraventions

<sup>1</sup> Est puni d'une amende de 100 000 francs au plus, à moins qu'il n'ait commis une infraction plus grave au sens d'une autre loi, quiconque, intentionnellement:

**Conseil des Etats****Commission du Conseil national****Art. 39**

<sup>1</sup> ...

**Conseil fédéral****Conseil des Etats****Commission du Conseil national**

a. ne donne pas suite dans les délais à une décision à lui signifiée par le service sous la menace de la peine prévue au présent article;

b. ne respecte pas l'obligation de conserver des données mentionnée aux art. 19, al. 4, et 26, al. 5;

c. ne respecte pas l'obligation d'enregistrer les données requises lors de l'ouverture d'une relation commerciale et le cas échéant de les transmettre (art. 21, al. 2, et 30);

d. ne garde pas à l'égard des tiers le secret sur la surveillance.

<sup>2</sup> La tentative est punissable.

<sup>3</sup> Si l'auteur agit par négligence, il est puni d'une amende de 40 000 francs au plus.

**Art. 40** Juridiction

<sup>1</sup> Les infractions au sens de l'art. 39 sont poursuivies et jugées conformément à la loi fédérale du 22 mars 1974 sur le droit pénal administratif<sup>16</sup>.

<sup>2</sup> Le service est l'autorité compétente pour poursuivre et juger.

**Majorité** **Minorité** (Reimann Lukas, Büchel Roland, Leutenegger Oberholzer, Nidegger, Schwander)

a. ... à une décision entrée en force à lui signifiée ...

**Majorité** **Minorité I** (Schneider Schüttel, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Reimann Lukas, Ruiz Rebecca, Schwaab, Vischer Daniel)

b. ... obligation de conserver ou de détruire des données ...  
(voir aussi art. 19, al. 4, et art. 26, al. 5)

**Minorité II** (Vischer Daniel, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Reimann Lukas)

b. *Biffer*  
(voir aussi art. 26, al. 1, let. b; art. 26, al. 5; art. 27, al. 2; art. 28, al. 2; art. 29, al. 2; art. 45, al. 3; art. 273, al. 3 CPP; art. 70d al. 3 PPM)

**Conseil fédéral****Conseil des Etats****Commission du Conseil national****Section 11 Surveillance et voies de droit****Art. 41** Surveillance

<sup>1</sup> Le service veille à ce que la législation relative à la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication soit respectée.

<sup>2</sup> S'il constate une violation du droit, il peut, par analogie, prendre à l'encontre des fournisseurs de services de télécommunication les mesures prévues à l'art. 58, al. 2, let. a, LTC<sup>17</sup>. Il peut ordonner des mesures provisionnelles.

**Art. 42** Voies de droit

<sup>1</sup> Les décisions du service sont sujettes à recours conformément aux dispositions générales de la procédure administrative fédérale.

<sup>2</sup> Le recourant n'est pas habilité à faire valoir contre les décisions du service le fait que les conditions pour ordonner une surveillance ne sont pas remplies.

<sup>3</sup> Le recours n'a pas d'effet suspensif, sauf si la décision porte sur une prestation pécuniaire. L'autorité de recours peut lui accorder l'effet suspensif.

**Section 12 Dispositions finales****Art. 43** Exécution

Le Conseil fédéral et, dans la mesure où ils sont compétents, les cantons édictent les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente loi.

**Art. 42**

<sup>2</sup> *Biffer*

**Art. 42**

<sup>2</sup> *Selon Conseil fédéral*

**Majorité**

**Minorité** (Reimann Lukas, Büchel Roland, Leutenegger Oberholzer, Nidegger, Rickli Natalie, Schwander, Stamm, Vischer Daniel)

<sup>3</sup> Le recours a un effet suspensif. L'autorité de recours peut lui retirer l'effet suspensif.

**Conseil fédéral****Conseil des Etats****Commission du Conseil national****Art. 44** Abrogation et modification du droit en vigueur

L'abrogation et la modification du droit en vigueur sont réglées dans l'annexe.

**Art. 45** Dispositions transitoires

<sup>1</sup> Les surveillances en cours au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi se poursuivent selon le nouveau droit.

<sup>2</sup> Les recours contre les décisions du service sont traités selon le droit applicable en première instance.

<sup>3</sup> L'obligation visée aux art. 19, al. 4, et 26, al. 5, s'applique aux données qui doivent encore être disponibles selon l'ancien droit au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi.

<sup>4</sup> L'obligation visée à l'art. 21, al. 2, s'applique aux renseignements concernant les cartes SIM à prépaiement et autres moyens semblables, qui doivent encore être disponibles selon l'ancien droit au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi.

<sup>5</sup> Les indemnités et les émoluments relatifs à des surveillances selon la présente loi sont régis par le droit en vigueur au moment où la surveillance a été ordonnée.

**Art. 45**

<sup>3</sup> L'obligation visée à l'art. 26, al. 5, s'applique ...  
(voir aussi art. 19, al. 4, art. 273, al. 3 CPP et art. 70d, al. 3 PPM)

**Art. 45****Majorité**

**Minorité I** (Leutenegger Oberholzer, Kiener Nellen, Schneider Schüttel, Schwaab, Vischer Daniel)

<sup>3</sup> Selon Conseil fédéral

<sup>3</sup> Selon Conseil des Etats (voir aussi art. 19, al. 4, art. 273, al. 3 CPP et art. 70d, al. 3 PPM)

**Minorité II** (Schwaab, Flach, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Reimann Lukas, Schneider Schüttel, Vischer Daniel)

<sup>3</sup> Biffer

(voir aussi art. 26, al. 5; art. 273, al. 3 CPP; art. 70, al. 3 PPM)

**Minorité III** (Vischer Daniel, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Reimann Lukas)

<sup>3</sup> Biffer

(voir aussi art. 26, al. 1, let. b; art. 26, al. 5; art. 27, al. 2; art. 28, al. 2; art. 29, al. 2; art. 39, al. 1, let. b; art. 273, al. 3 CPP; art. 70d, al. 3 PPM)



**Conseil fédéral**

**Conseil des Etats**

**Commission du Conseil national**

**Art. 46** Référendum et entrée en vigueur

<sup>1</sup> La présente loi est sujette au référendum.

<sup>2</sup> Le Conseil fédéral fixe la date de l'entrée en vigueur.

<b>Droit en vigueur</b>	<b>Conseil fédéral</b>	<b>Conseil des Etats</b>	<b>Commission du Conseil national</b>
	<i>Annexe</i> (art. 44)	<i>Annexe</i> (art. 44)	<i>Annexe</i> (art. 44)
	<b>Abrogation et modification du droit en vigueur</b>	<b>Abrogation et modification du droit en vigueur</b>	<b>Abrogation et modification du droit en vigueur</b>
	<p>I</p> <p>La loi fédérale du 6 octobre 2000 sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication<sup>18</sup> est abrogée.</p>		
	<p>II</p> <p>Les lois mentionnées ci-après sont modifiées comme suit:</p>	<p>II</p>	<p>II</p>
	<b>1. Code de procédure pénale<sup>19</sup></b>	<b>1. ...</b>	<b>1. ...</b>
<b>Art. 269</b> Conditions	<i>Art. 269, al. 2, let. a</i>	<i>Art. 269</i>	<i>Art. 269</i>
<p><sup>1</sup> Le ministère public peut ordonner la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication aux conditions suivantes:</p> <p>a. de graves soupçons laissent présumer que l'une des infractions visées à l'al. 2 a été commise;</p> <p>b. cette mesure se justifie au regard de la gravité de l'infraction;</p> <p>c. les mesures prises jusqu'alors dans le cadre de l'instruction sont restées sans succès ou les recherches n'auraient aucune chance d'aboutir ou seraient excessivement difficiles en l'absence de surveillance.</p>	<p><sup>2</sup> Une surveillance peut être ordonnée aux fins de poursuivre les infractions visées par les dispositions suivantes:</p>	<p><sup>2</sup> ...</p>	<p><sup>2</sup> ...</p>

<sup>18</sup> RO 2001 3096, 2003 2133 3043, 2004 2149 3693, 2006 2197 5437, 2007 921 5437

<sup>19</sup> RS 312.0

**Droit en vigueur**

a. CP: art. 111 à 113, 115, 118, al. 2, 122, 127, 129, 135, 138 à 140, 143, 144, al. 3, 144<sup>bis</sup>, ch. 1, par. 2 et ch. 2, par. 2, 146 à 148, 156, 157, ch. 2, 158, ch. 1, par. 3 et ch. 2, 160, 163, ch. 1, 180 à 185, 187, 188, ch. 1, 189 à 191, 192, al. 1, 195, 197, 221, al. 1 et 2, 223, ch. 1, 224, al. 1, 226, 227, ch. 1, par. 1, 228, ch. 1, par. 1, 230<sup>bis</sup>, 231, ch. 1, 232, ch. 1, 233, ch. 1, 234, al. 1, 237, ch. 1, 238, al. 1, 240, al. 1, 242, 244, 251, ch. 1, 258, 259, al. 1, 260<sup>bis</sup> à 260<sup>quinquies</sup>, 261<sup>bis</sup>, 264 à 267, 271, 272, ch. 2, 273, 274, ch. 1, par. 2, 285, 301, 303, ch. 1, 305, 305<sup>bis</sup>, ch. 2, 310, 312, 314, 317, ch. 1, 319, 322<sup>ter</sup>, 322<sup>quater</sup> et 322<sup>septies</sup>.<sup>1</sup>

b. loi fédérale du 16 décembre 2005 sur les étrangers: art. 116, al. 3, et 118, al. 3;

c. loi fédérale du 22 juin 2001 relative à la Convention de La Haye sur l'adoption et aux mesures de protection de l'enfant en cas d'adoption internationale: art. 24;

d. loi fédérale du 13 décembre 1996 sur le matériel de guerre: art. 33, al. 2, et 34 à 35b;

e. loi du 21 mars 2003 sur l'énergie nucléaire: art. 88, al. 1 et 2, 89, al. 1 et 2, et 90, al. 1;

f. loi du 3 octobre 1951 sur les stupéfiants<sup>10</sup>: art. 19, al. 2, et 20, al. 2;

g. loi du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement: art. 60, al. 1, let. g à i, m et o;

h. loi fédérale du 13 décembre 1996 sur le contrôle des biens: art. 14, al. 2;

i. loi du 17 juin 2011 sur l'encouragement du sport: art. 22, al. 2;

j. loi fédérale du 24 mars 1995 sur les bourses: art. 40 et 40a.<sup>2</sup>

<sup>3</sup> Lorsque le jugement d'une infraction relevant d'une juridiction militaire est délégué à une juridiction civile, la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication peut également être ordonnée aux fins de poursuivre les infractions énumérées à l'art. 70, al. 2, de la procédure pénale militaire du 23 mars 1979.

**Conseil fédéral**

a. CP<sup>20</sup>: art. 111 à 113; 115; 118, ch. 2, 122; 124; 127, 129; 135; 138 à 140; 143; 144, al. 3; 144<sup>bis</sup>, ch. 1, al. 2, et ch. 2, al. 2; 146 à 148; 156; 157, ch. 2; 158, ch. 1, al. 3, et ch. 2; 160; 161; 163, ch. 1; 180; 181 à 185; 187; 188, ch. 1; 189 à 191; 192, al. 1; 195; 197; 220; 221, al. 1 et 2; 223, ch. 1; 224, al. 1; 226; 227, ch. 1, al. 1; 228, ch. 1, al. 1; 230<sup>bis</sup>; 231, ch. 1; 232, ch. 1; 233, ch. 1; 234, al. 1; 237, ch. 1; 238, al. 1; 240, al. 1; 242; 244; 251, ch. 1; 258; 259, al. 1; 260<sup>bis</sup> à 260<sup>quinquies</sup>; 261<sup>bis</sup>; 264 à 267; 271; 272, ch. 2; 273; 274, ch. 1, al. 2; 285; 301; 303, ch. 1; 305; 305<sup>bis</sup>, ch. 2; 310; 312; 314; 317, ch. 1; 319; 322<sup>ter</sup>; 322<sup>quater</sup>; 322<sup>septies</sup>;

**Conseil des Etats**

a. ...  
...; 160;  
163, ch. 1; 180 à 185; ...

**Commission du Conseil national**

a. ...  
..., 192, al. 1; 195 à 197; ...

**Majorité**

j. ...  
...;  
k. loi fédérale du 20 juin 1997 sur les armes: art. 33, al. 3.

**Minorité** (Vogler, Barazzone, Eichenberger, Guhl, Lüscher, Merlini, Rickli Natalie)

k. loi fédérale du 20 juin 1997 sur les armes: art. 33.

<sup>1</sup> Version après les modifications du LBVM du 28 septembre 2012 (RO 2013 1103; en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> mai 2013)

<sup>2</sup> Version après les modifications du LBVM du 28 septembre 2012 (RO 2013 1103; en vigueur à partir du 1<sup>er</sup> mai 2013)

Droit en vigueur	Conseil fédéral	Conseil des Etats	Commission du Conseil national
<p>Art. 269<sup>bis</sup> (nouveau) Utilisation de dispositifs techniques spéciaux de surveillance de la correspondance par télécommunication</p>	<p>Le ministère public peut ordonner l'utilisation de dispositifs techniques spéciaux de surveillance de la correspondance par télécommunication permettant d'écouter ou d'enregistrer des conversations, ou d'identifier ou de localiser une personne ou une chose aux conditions suivantes:</p> <p>a. les conditions fixées à l'art. 269 sont remplies;</p> <p>b. les mesures de surveillance de la correspondance par télécommunication au sens de l'art. 269 prises jusqu'alors sont restées sans succès ou ces mesures de surveillance n'auraient aucune chance d'aboutir ou rendraient la surveillance excessivement difficile;</p> <p>c. les autorisations nécessaires au moment de l'utilisation de ces dispositifs ont été données selon le droit des télécommunications.</p>	<p>Art. 269<sup>bis</sup></p> <p><sup>1</sup> Le ministère public ...</p> <p><sup>2</sup> Le ministère public tient une statistique de ces surveillances. Le Conseil fédéral règle les modalités.</p>	<p>Art. 269<sup>bis</sup></p> <p><b>Majorité</b> <b>Minorité I</b> (Leutenegger Oberholzer, Ruiz Rebecca, Schneider Schüttel, Schwaab, Vischer Daniel)</p> <p><b>Minorité II</b> (Reimann Lukas, Büchel Roland, Fehr Hans, Schwander, Stamm, Vischer Daniel)</p> <p><b>Minorité III</b> (Reimann Lukas, Schwander)</p> <p><i>Biffer</i></p> <p>(voir aussi art. 70<sup>bis</sup> PPM)</p> <p>L'exécution de la surveillance de la correspondance par télécommunication garantit que les mesures de surveillance ou leurs effets:</p> <p>a. n'entravent pas la correspondance par télécommunication de la personne devant faire l'objet d'une surveillance et d'autres utilisateurs;</p> <p>b. ne portent pas atteinte aux installations de télécommunication et de traitement des données dont disposent la personne devant faire l'objet d'une surveillance et les autres utilisateurs, et notamment ne modifient aucune donnée, aucun programme, aucun état ni aucune connexion;</p> <p>c. ne portent pas atteinte à la transmission de données au moyen de techniques de télécommunication par l'ajout, la modification ou la suppression d'informations ou par l'ajournement, la réorganisation, la répétition ou la déviation de parties de la transmission;</p> <p>d. ne permettent pas à la transmission de données au moyen de techniques de télécommunication d'avoir lieu entre d'autres appareils, utilisateurs ou services que ceux qui sont visés ou prévus par l'utilisateur.</p> <p>(voir aussi art. 70<sup>bis</sup> PPM)</p> <p><sup>2</sup> Le ministère public tient une statistique de ces surveillances; accessible au public, cette statistique renseigne sur l'utilisation des dispositifs et l'exploitation des résultats faite par les tribunaux.</p> <p>(voir aussi art. 70<sup>bis</sup>, al. 2 PPM)</p>

**Droit en vigueur Conseil fédéral****Conseil des Etats****Commission du Conseil national**

Art. 269<sup>ter</sup> (nouveau) Utilisation de programmes informatiques spéciaux de surveillance de la correspondance par télécommunication

<sup>1</sup> Le ministère public peut ordonner l'introduction de programmes informatiques spéciaux de surveillance de la correspondance par télécommunication dans un système informatique dans le but d'intercepter et de transférer le contenu des communications et les données secondaires de télécommunication non cryptés aux conditions suivantes:

a. les conditions fixées à l'art. 269, al. 1 et 3, sont remplies;  
b. il s'agit de poursuivre les infractions mentionnées à l'art. 286, al. 2;

c. les mesures de surveillance de la correspondance par télécommunication au sens de l'art. 269 prises jusqu'alors sont restées sans succès ou ces mesures de surveillance n'auraient aucune chance d'aboutir ou rendraient la surveillance excessivement difficile.

Art. 269<sup>ter</sup>

<sup>1</sup> ...

... de télécommunication sous une forme non cryptée aux conditions ...

Art. 269<sup>ter</sup>

**Majorité**

**Minorité I** (Leutenegger Oberholzer, Kiener Nellen, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Stamm, Vischer Daniel)

L'utilisation de programmes informatiques spéciaux dans le but de s'introduire dans un système informatique pour surveiller la correspondance par télécommunication est interdite.  
(voir aussi art. 70<sup>ter</sup> PPM)

**Majorité**

**Minorité** (Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Ruiz Rebecca, Schneider Schüttel, Schwaab, Vischer Daniel)

<sup>1bis</sup> Ces programmes informatiques spéciaux ne peuvent être obtenus auprès d'une autorité d'un pays dont les services de renseignements pratiquent une surveillance des télécommunications à grande échelle ou d'une entreprise dont le siège se trouve dans un tel pays.  
(voir aussi art. 70<sup>ter</sup> al. 1<sup>bis</sup> PPM)

**Minorité II** (Vischer Daniel, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Stamm)

*Biffer*  
(voir aussi art. 70<sup>ter</sup> PPM)

**Minorité III** (Reimann Lukas, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Nidegger, Schwander, Stamm, Vischer Daniel)

*Biffer*  
(voir aussi art. 274, al. 4, let. b CPP; art. 70<sup>ter</sup>; art. 70e, al. 4, let. b PP)

**Minorité** (Vischer Daniel, Leutenegger Oberholzer, Reimann Lukas, Schwander)

<sup>1</sup> ...

b. il s'agit de poursuivre l'une des infractions énumérées à l'art. 260<sup>bis</sup>, al. 1, CP;  
(voir aussi art. 70<sup>ter</sup>, al. 1 let. b PPM)

**Droit en vigueur****Conseil fédéral****Conseil des Etats****Commission du Conseil national**

<sup>2</sup> Dans son ordre de surveillance, le ministère public indique:

- a. le type de données qu'il souhaite obtenir;
- b. le local qui n'est pas public dans lequel il est, le cas échéant, nécessaire de pénétrer pour introduire des programmes informatiques spéciaux de surveillance de la correspondance par télécommunication dans le système informatique considéré.

<sup>3</sup> Les données qui ne sont pas visées à l'al. 1 et qui ont été collectées en recourant à de tels programmes informatiques doivent être immédiatement détruites. Les informations recueillies au moyen de ces données ne peuvent être exploitées.

<sup>4</sup> Le ministère public tient une statistique de ces surveillances. Le Conseil fédéral règle les modalités.

**Majorité**

**Minorité** (Leutenegger Oberholzer, Kiener Nellen, Ruiz Rebecca, Schneider Schüttel, Schwaab, Vischer Daniel)

<sup>4</sup> Le ministère public tient une statistique de ces surveillances; accessible au public, cette statistique renseigne sur l'utilisation des programmes et l'exploitation des résultats faite par les tribunaux. (voir aussi art. 70<sup>er</sup>, al. 4 PPM)

**Minorité** (Leutenegger Oberholzer, Flach, Kiener Nellen, Ruiz Rebecca, Schneider Schüttel, Schwaab, Vischer Daniel, von Graffenried)

<sup>5</sup> Seuls peuvent être utilisés des programmes qui ne risquent pas d'affaiblir ou de mettre en péril l'intégrité de la machine et des réseaux concernés. Il faut notamment pouvoir exclure tout accès à la machine par des tiers. (voir aussi art. 70<sup>er</sup>, al. 5 PPM)

**Minorité** (Leutenegger Oberholzer, Kiener Nellen, Schwaab, Vischer Daniel)

<sup>6</sup> Seuls peuvent être utilisés les programmes développés en Suisse. (voir aussi art. 70<sup>er</sup>, al. 6 PPM)

**Droit en vigueur****Conseil fédéral****Conseil des Etats****Commission du Conseil national**

Art. 269<sup>quater</sup> Exigences posées aux programmes informatiques spéciaux de surveillance de la correspondance par télécommunication

<sup>1</sup> Seuls peuvent être utilisés des programmes informatiques spéciaux qui génèrent un procès-verbal complet et inaltérable de la surveillance. Le procès-verbal est joint au dossier de la procédure.

<sup>2</sup> Le transfert des données du système informatique surveillé à l'autorité de poursuite pénale compétente est sécurisé.

<sup>3</sup> L'autorité de poursuite pénale s'assure que le code source peut être contrôlé, dans le but de vérifier que le programme ne contient que des fonctions admises par la loi.

#### **Majorité**

<sup>4</sup> La Confédération gère un service chargé de la mise à disposition des programmes informatiques spéciaux. Ce service a pour tâche de développer les programmes informatiques spéciaux de surveillance de la correspondance par télécommunication ou de les acheter auprès de tiers.

<sup>5</sup> Le ministère public utilise exclusivement des programmes informatiques validés par la Confédération; il s'acquitte d'un émolument approprié pour les frais de mise à disposition et de contrôle des programmes en question.

**Minorité** (Lüscher, Amherd, Barazzone, Chevalley, Eichenberger, Flach, Jositsch, Markwalder, Merlini, Rickli Natalie, Vogler)

<sup>4</sup> *Biffer* (= selon Conseil des Etats) (voir aussi art. 70<sup>quater</sup>, al. 4 PPM)

<sup>5</sup> *Biffer* (= selon Conseil des Etats) (voir aussi art. 70<sup>quater</sup>, al. 5 PPM)

**Droit en vigueur****Conseil fédéral****Conseil des Etats****Commission du Conseil national**

**Majorité** **Minorité** (Vischer Daniel, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, von Graffenried)

<sup>6</sup> Les données obtenues en violation des dispositions des al. 1 à 5 ne peuvent être exploitées.  
(voir aussi art. 70<sup>quater</sup>, al. 6 PPM)

**Art. 270** Objet de la surveillance

Peuvent faire l'objet d'une surveillance l'adresse postale et le raccordement de télécommunication:

a. du prévenu;

b. d'un tiers, si des faits déterminés laissent présumer:

1. que le prévenu utilise l'adresse postale ou le raccordement de télécommunication du tiers pour recevoir des envois et des communications,

2. que le tiers reçoit des communications déterminées pour le compte du prévenu ou des communications émanant du prévenu, qu'il est chargé de retransmettre à d'autres personnes.

**Art. 270, phrase introductive et let. b, ch. 1**

Peuvent faire l'objet d'une surveillance la correspondance par poste et télécommunication:

b. d'un tiers, si des faits déterminés laissent présumer:

1. que le prévenu utilise l'adresse postale ou le service de télécommunication du tiers,

**Art. 271** Protection du secret professionnel

<sup>1</sup> En cas de surveillance d'une personne appartenant à l'une des catégories professionnelles énumérées aux art. 170 à 173, le tri des informations qui n'ont pas de rapport avec l'objet de l'enquête ni avec le motif pour lequel la personne concernée est soumise à surveillance doit être exécuté sous la direction d'un tribunal. Ce tri est opéré de telle sorte que les autorités de poursuite pénale n'aient connaissance d'aucun secret professionnel.

**Art. 271** Protection du secret professionnel

<sup>1</sup> En cas de surveillance d'une personne appartenant à l'une des catégories professionnelles énumérées aux art. 170 à 173, le tri des informations qui n'ont pas de rapport avec l'objet de l'enquête ni avec le motif pour lequel la personne concernée est soumise à surveillance doit être exécuté sous la direction d'un tribunal. Ce tri est opéré de telle sorte que les autorités de poursuite pénale n'aient connaissance d'aucun secret professionnel. Les données écartées doivent être immédiatement détruites; elles ne peuvent pas être exploitées.



**Droit en vigueur**

<sup>2</sup> Le branchement direct n'est autorisé qu'aux conditions suivantes:

- a. des soupçons graves pèsent sur le détenteur du secret professionnel lui-même;
- b. des raisons particulières l'exigent.

<sup>3</sup> En cas de surveillance d'autres personnes, les informations à propos desquelles l'une des personnes mentionnées aux art. 170 à 173 pourrait refuser de témoigner doivent être retirées du dossier de la procédure pénale et immédiatement détruites; elles ne peuvent pas être exploitées.

**Art. 272** Régime de l'autorisation et autorisation-cadre

<sup>1</sup> La surveillance de la correspondance par poste et télécommunication est soumise à l'autorisation du tribunal des mesures de contrainte.

<sup>2</sup> Si l'enquête établit que la personne qui fait l'objet d'une surveillance de sa correspondance par télécommunication change de raccordement à intervalles rapprochés, le tribunal des mesures de contrainte peut exceptionnellement autoriser que chaque raccordement identifié utilisé par cette personne soit surveillé sans nouvelle autorisation (autorisation-cadre). Le ministère public soumet chaque mois, ainsi qu'après la levée de la surveillance, un rapport à l'approbation du tribunal des mesures de contrainte.

**Conseil fédéral**

<sup>2</sup> Le tri préalable des informations visé à l'al. 1 ne doit pas être effectué lorsque:

- a. des soupçons graves pèsent sur le détenteur du secret professionnel lui-même;
- b. des raisons particulières l'exigent.

<sup>3</sup> En cas de surveillance d'autres personnes, dès qu'il est établi que celles-ci communiquent avec l'une des personnes mentionnées aux art. 170 à 173, un tri des informations portant sur les communications avec cette personne doit être entrepris selon les modalités de l'al. 1. Les informations à propos desquelles l'une des personnes mentionnées aux art. 170 à 173 pourrait refuser de témoigner doivent être retirées du dossier de la procédure pénale et immédiatement détruites; elles ne peuvent pas être exploitées.

*Art. 272, al. 2, 1<sup>re</sup> phrase, et 3*

<sup>2</sup> Si l'enquête établit que la personne qui fait l'objet d'une surveillance de sa correspondance par télécommunication change de service de télécommunication à intervalles rapprochés, le tribunal des mesures de contrainte peut exceptionnellement autoriser que chaque service identifié utilisé par cette personne soit surveillé sans nouvelle autorisation (autorisation-cadre). ...

**Conseil des Etats****Commission du Conseil national**

**Droit en vigueur**

<sup>3</sup> Lorsque la surveillance d'un raccordement faisant l'objet d'une autorisation-cadre exige des mesures de précaution visant à sauvegarder le secret professionnel, qui ne sont pas incluses dans l'autorisation-cadre, cette surveillance doit faire l'objet d'une demande d'autorisation distincte au tribunal des mesures de contrainte.

**Art. 273** Données relatives au trafic et à la facturation et identification des usagers

<sup>1</sup> Lorsque de graves soupçons laissent présumer qu'un crime, un délit ou une contravention au sens de l'art. 179<sup>septies</sup> CP a été commis et que les conditions visées à l'art. 269, al. 1, let. b et c, sont remplies, le ministère public peut exiger que lui soient fournies:

- a. les données indiquant quand et avec quelles personnes ou quels raccordements la personne surveillée a été ou est en liaison par poste ou télécommunication;
- b. les données relatives au trafic et à la facturation.

<sup>2</sup> L'ordre de surveillance est soumis à l'autorisation du tribunal des mesures de contrainte.

**Conseil fédéral**

<sup>3</sup> Lorsque la surveillance d'un service faisant l'objet d'une autorisation-cadre exige des mesures de précaution visant à sauvegarder le secret professionnel, qui ne sont pas incluses dans l'autorisation-cadre, cette surveillance doit faire l'objet d'une demande d'autorisation distincte au tribunal des mesures de contrainte.

**Art. 273** Identification des usagers, localisation et caractéristiques techniques de la correspondance

<sup>1</sup> Lorsque de graves soupçons laissent présumer qu'un crime, un délit ou une contravention au sens de l'art. 179<sup>septies</sup> CP<sup>21</sup> a été commis et que les conditions visées à l'art. 269, al. 1, let. b et c, sont remplies, le ministère public peut exiger que lui soient fournies les données secondaires de télécommunication au sens de l'art. 8, let. b, de la loi fédérale du ... sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication (LSCPT)<sup>22</sup> et les données secondaires postales au sens de l'art. 19, al. 1, let. b, LSCPT de la personne surveillée.

<sup>2</sup> L'ordre de surveillance est soumis à l'autorisation du tribunal des mesures de contrainte.

<sup>21</sup> RS 311.0

<sup>22</sup> RS ... (FF 2013 2483)

**Conseil des Etats**

**Art. 273**

**Commission du Conseil national**

**Art. 273**

**Majorité**

**Minorité** (Reimann Lukas, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Nidegger, Schwander, Stamm, Vischer Daniel)

<sup>1</sup> Lorsque des soupçons laissent présumer qu'un crime, un délit ou une contravention au sens de l'art. 179<sup>septies</sup> CP a été commis ou est sur le point de l'être, la police ou le ministère public peut exiger la conservation des données secondaires postales au sens de l'art. 19, al. 4, de la loi fédérale du ... sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication (LSCPT) et des données secondaires de télécommunication au sens de l'art. 26, al. 5, LSCPT de la personne surveillée. (voir aussi art. 26, al. 5 et 5<sup>ter</sup>; art. 273, al. 3 CPP; art. 70d, al. 1 et 3 PPM)

<b>Droit en vigueur</b>	<b>Conseil fédéral</b>	<b>Conseil des Etats</b>	<b>Commission du Conseil national</b>				
			<b>Majorité</b>	<b>Minorité I</b> (Leutenegger Oberholzer, Kiener Nellen, Schneider Schüttel, Schwaab, Vischer Daniel)	<b>Minorité II</b> (Schwaab, Flach, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Reimann Lukas, Schneider Schüttel, Vischer Daniel)	<b>Minorité III</b> (Reimann Lukas, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Nidegger, Schwander, Stamm, Vischer Daniel)	<b>Minorité IV</b> (Vischer Daniel, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Reiman Lukas)
<sup>3</sup> Les données mentionnées à l'al. 1 peuvent être demandées avec effet rétroactif sur une période de six mois au plus, indépendamment de la durée de la surveillance.	<sup>3</sup> Les données mentionnées à l'al. 1 peuvent être demandées avec effet rétroactif sur une période de douze mois au maximum, indépendamment de la durée de la surveillance.	<sup>3</sup> Les données secondaires de télécommunication peuvent être demandées avec effet rétroactif sur une période de douze mois au plus, indépendamment de la durée de la surveillance. Les données secondaires postales peuvent être demandées avec effet rétroactif sur une période de six mois au plus, indépendamment de la durée de la surveillance. <i>(voir aussi art. 19, al. 4 et art. 45, al. 3 LSCPT et art. 70d, al. 3 PPM)</i>	<sup>3</sup> <i>Selon Conseil fédéral</i>	<sup>3</sup> <i>Selon Conseil des Etats (voir aussi art. 19, al. 4 et art. 45, al. 3 LSCPT et art. 70d, al. 3 PPM)</i>	<sup>3</sup> <i>Selon droit en vigueur (voir aussi art. 26, al. 5; art. 45, al. 3; art. 70d, al. 3 PPM)</i>	<sup>3</sup> <i>Abrogé (voir aussi art. 26, al. 5 et 5<sup>ter</sup>; art. 273, al. 1 CPP; art. 70d, al. 1 et 3 PPM)</i>	<sup>3</sup> <i>Abrogé (voir aussi art. 26, al. 1, let. b; art. 26, al. 5; art. 27, al. 2; art. 28 al. 2; art. 29, al. 2, art. 39, al. 1, let. b; art. 45, al. 3, art. 70d, al. 3 PPM)</i>

**Droit en vigueur****Art. 274** Procédure d'autorisation

<sup>1</sup> Le ministère public transmet dans les 24 heures à compter du moment où la surveillance a été ordonnée ou les renseignements fournis, les documents suivants au tribunal des mesures de contrainte:

- a. l'ordre de surveillance;
- b. un exposé des motifs ainsi que les pièces du dossier qui sont déterminantes pour l'autorisation de surveillance.

<sup>2</sup> Le tribunal des mesures de contrainte statue dans les cinq jours à compter du moment où la surveillance a été ordonnée ou les renseignements fournis, en indiquant brièvement les motifs de sa décision. Il peut autoriser la surveillance à titre provisoire, assortir l'autorisation de conditions ou encore demander que le dossier soit complété ou que d'autres éclaircissements soient apportés.

<sup>3</sup> Le tribunal des mesures de contrainte communique immédiatement sa décision au ministère public et au service chargé de la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication au sens de l'art. 2 de la loi fédérale du 6 octobre 2000 sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication.

<sup>4</sup> L'autorisation indique expressément:

- a. si des mesures visant à sauvegarder le secret professionnel doivent être prises;
- b. si des branchements directs peuvent être effectués.

<sup>5</sup> Le tribunal des mesures de contrainte octroie l'autorisation pour trois mois au plus. L'autorisation ne peut être prolongée

**Conseil fédéral***Art. 274, al. 4*

<sup>4</sup> L'autorisation indique expressément:

- a. les mesures visant à sauvegarder le secret professionnel qui doivent être prises;
- b. s'il peut être pénétré dans un local qui n'est pas public pour introduire des programmes informatiques spéciaux de surveillance de la correspondance par télécommunication dans le système informatique considéré.

**Conseil des Etats****Commission du Conseil national***Art. 274*

**Majorité** **Minorité** (Reimann Lukas, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Nidegger, Schwander, Stamm, Vischer Daniel)

<sup>4</sup> ...

*b. Biffer*  
(voir aussi art. 269<sup>ter</sup> CPP et art. 70e, al. 4, let. b PPM)

**Droit en vigueur**

que pour des périodes n'excédant pas trois mois. Si la prolongation de la surveillance est nécessaire, le ministère public la demande avant l'expiration du délai en indiquant les motifs.

**Art. 278** Découvertes fortuites

<sup>1</sup> Si, lors d'une surveillance, d'autres infractions que celles qui ont fait l'objet de l'ordre de surveillance sont découverts, les informations recueillies peuvent être utilisées à l'encontre du prévenu lorsqu'une surveillance aurait pu être ordonnée aux fins de la poursuite de ces actes.

<sup>1bis</sup> Si, lors d'une surveillance au sens de l'art. 3 de la loi fédérale du 6 octobre 2000 sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication, des infractions sont découvertes, les informations recueillies peuvent être utilisées aux conditions fixées aux al. 2 et 3.

<sup>2</sup> Les informations concernant une infraction dont l'auteur soupçonné ne figure pas dans l'ordre de surveillance peuvent être utilisées lorsque les conditions requises pour une surveillance de cette personne sont remplies.

<sup>3</sup> Dans les cas visés aux al. 1, 1bis et 2, le ministère public ordonne immédiatement la surveillance et engage la procédure d'autorisation.

<sup>4</sup> Les documents et enregistrements qui ne peuvent être utilisés au titre de découvertes fortuites doivent être conservés séparément et détruits immédiatement après la clôture de la procédure.

**Conseil fédéral***Art. 278, al. 1<sup>bis</sup>*

<sup>1bis</sup> Si, lors d'une surveillance au sens des art. 35 et 36 LSCPT<sup>23</sup>, des infractions sont découvertes, les informations collectées peuvent être utilisées aux conditions fixées aux al. 2 et 3.

**Conseil des Etats****Commission du Conseil national**

**Droit en vigueur**

<sup>5</sup> Toutes les informations recueillies lors d'une surveillance peuvent être utilisées pour rechercher une personne signalée.

**Art. 279** Communication

<sup>1</sup> Au plus tard lors de la clôture de la procédure préliminaire, le ministère public communique au prévenu ainsi qu'au tiers qui ont fait l'objet d'une surveillance au sens de l'art. 270, let. b, les motifs, le mode et la durée de la surveillance.

<sup>2</sup> Avec l'accord du tribunal des mesures de contrainte, il est possible de différer la communication ou d'y renoncer aux conditions suivantes:

- a. les informations recueillies ne sont pas utilisées à des fins probatoires;
- b. cela est indispensable pour protéger des intérêts publics ou privés prépondérants.

<sup>3</sup> Les personnes dont le raccordement de télécommunication ou l'adresse postale ont été surveillés ou celles qui ont utilisé le même raccordement ou la même adresse postale peuvent interjeter recours conformément aux art. 393 à 397. Le délai de recours commence à courir dès la réception de la communication.

**Conseil fédéral***Art. 279, al. 3, 1<sup>re</sup> phrase*

<sup>3</sup> Les personnes dont la correspondance par poste ou par télécommunication a été surveillée ou celles qui ont utilisé la même adresse postale ou le même service de télécommunication peuvent interjeter recours conformément aux art. 393 à 397. ...

**Conseil des Etats****Commission du Conseil national***Art. 279***Majorité****Minorité** (Schwander, Nidegger, Stamm)

<sup>1</sup> ...

...  
communique aux personnes concernées par les mesures de surveillance, notamment celles qui ne font pas directement l'objet de cette surveillance, les motifs, le mode et la durée, le lieu et les horaires de la surveillance.

<sup>1bis</sup> Le ministère public remet à la personne concernée:

- a. des copies de toutes les données personnelles rassemblées sur la personne concernée au cours de la surveillance;
- b. des copies du contenu de l'ensemble des communications émises par la personne concernée obtenues au cours de la surveillance.

<sup>2</sup> ...

... de différer la communication d'un an au plus, si la protection d'intérêts publics ou privés prépondérants l'exige.

<sup>3</sup> Les personnes qui sont, ou ont été, concernées par les mesures de surveillance peuvent interjeter recours conformément aux art. 393 à 397...

(voir aussi art. 70j et 70k PPM)

**Droit en vigueur****Conseil fédéral****Conseil des Etats****Commission du Conseil national****Art. 286** Conditions**Art. 286**

<sup>1</sup> Le ministère public peut ordonner une investigation secrète aux conditions suivantes:

- a. des soupçons laissent présumer que l'une des infractions visées à l'al. 2 a été commise;
- b. cette mesure se justifie au regard de la gravité de l'infraction;
- c. les autres actes d'instruction accomplis jusqu'alors n'ont pas abouti ou que les recherches, à défaut de l'investigation secrète, n'auraient aucune chance d'aboutir ou seraient excessivement difficiles.

<sup>2</sup> L'investigation secrète peut être ordonnée aux fins de poursuivre les infractions visées par les dispositions suivantes:

- a. CP: art. 111 à 113, 122, 124, 129, 135, 138 à 140, 143, al. 1, 144, al. 3, 144<sup>bis</sup>, ch. 1, par. 2, et ch. 2, par. 2, 146, al. 1 et 2, 147, al. 1 et 2, 148, 156, 160, 182 à 185, 187, 188, ch. 1, 189, al. 1 et 3, 190, al. 1 et 3, 191, 192, al. 1, 195, 196, 197, al. 3 à 5, 221, al. 1 et 2, 223, ch. 1, 224, al. 1, 227, ch. 1, par. 1, 228, ch. 1, par. 1, 230<sup>bis</sup>, 231, ch. 13, 232, ch. 1, 233, ch. 1, 234, al. 1, 237, ch. 1, 238, al. 1, 240, al. 1, 242, 244, al. 2, 251, ch. 1, 260<sup>bis</sup> à 260<sup>quinquies</sup>, 264 à 267, 271, 272, ch. 2, 273, 274, ch. 1, par. 2, 301, 305<sup>bis</sup>, ch. 2, 310, 322<sup>ter</sup>, 322<sup>quater</sup> et 322<sup>septies</sup>;
- b. loi fédérale du 16 décembre 2005 sur les étrangers: art. 116, al. 3, et 118, al. 3;
- c. loi fédérale du 22 juin 2001 relative à la Convention de La Haye sur l'adoption et aux mesures de protection de l'enfant en cas d'adoption internationale: art. 24;
- d. loi fédérale du 13 décembre 1996 sur le matériel de guerre: art. 33, al. 2, et 34 à 35b;
- e. loi du 21 mars 2003 sur l'énergie nucléaire: art. 88, al. 1 et 2, 89, al. 1 et 2, et 90, al. 1;
- f. loi du 3 octobre 1951 sur les stupéfiants: art. 19, al. 2, et 20, al. 2;

<sup>2</sup> ...

***Droit en vigueur***

g. loi du 13 décembre 1996 sur le contrôle des biens<sup>12</sup>: art. 14, al. 2;

h. loi du 17 juin 2011 sur l'encouragement du sport: art. 22, al. 2.

<sup>3</sup> Lorsque le jugement d'une infraction relevant d'une juridiction militaire est délégué à une juridiction civile, l'investigation secrète peut également être ordonnée aux fins de poursuivre les infractions énumérées à l'art. 70, al. 2, de la procédure pénale militaire du 23 mars 1979.

***Conseil fédéral******Conseil des Etats******Commission du Conseil national***

i. loi du 20 juin 1997 sur les armes: art. 33.



**Droit en vigueur Conseil fédéral****Conseil des Etats****Commission du Conseil national****2. Procédure pénale militaire du 23 mars 1979<sup>24</sup>**

Art. 70<sup>bis</sup> (nouveau) Utilisation de dispositifs techniques spéciaux de surveillance de la correspondance par télécommunication

Le juge d'instruction peut ordonner l'utilisation de dispositifs techniques spéciaux de surveillance de la correspondance par télécommunication permettant d'écouter ou d'enregistrer des conversations, ou d'identifier ou de localiser une personne ou une chose aux conditions suivantes:

- les conditions fixées à l'art. 70 sont remplies;
- les mesures de surveillance de la correspondance par télécommunication au sens de l'art. 70 prises jusqu'alors sont restées sans succès ou ces mesures de surveillance n'auraient aucune chance d'aboutir ou rendraient la surveillance excessivement difficile;
- les autorisations nécessaires au moment de l'utilisation de ces dispositifs ont été données selon le droit des télécommunications.

2. ...

Art. 70<sup>bis</sup><sup>1</sup> Le juge d'instruction ...

<sup>2</sup> Le juge d'instruction tient une statistique de ces surveillances. Le Conseil fédéral règle les modalités.

2. ...

Art. 70<sup>bis</sup>

**Majorité** **Minorité I** (Leutenegger Oberholzer, Ruiz Rebecca, Schneider Schüttel, Schwaab, Vischer Daniel)

<sup>2</sup> Le juge d'instruction tient une statistique de ces surveillances; accessible au public, cette statistique renseigne sur l'utilisation des dispositifs et l'exploitation des résultats faite par les tribunaux.  
(voir aussi art. 269<sup>bis</sup>, al. 2 CPP)

**Minorité II** (Reimann Lukas, Büchel Roland, Fehr Hans, Schwander, Stamm, Vischer Daniel)

L'exécution de la surveillance de la correspondance par télécommunication garantit que les mesures de surveillance ou leurs effets:

- n'entravent pas la correspondance par télécommunication de la personne devant faire l'objet d'une surveillance et d'autres utilisateurs;
- ne portent pas atteinte aux installations de télécommunication et de traitement des données dont dispose la personne devant faire l'objet d'une surveillance et les autres utilisateurs, et notamment ne modifient aucune donnée, aucun programme, aucun état ni aucune connexion;
- ne portent pas atteinte à la transmission de données au moyen de techniques de télécommunication par l'ajout, la modification ou la suppression d'informations ou par l'ajournement, la réorganisation, la répétition ou la déviation de parties de la transmission;
- ne permettent pas à la transmission de données au moyen de techniques de télécommunication d'avoir lieu entre d'autres appareils, utilisateurs ou services que ceux qui sont visés ou prévus par l'utilisateur.  
(voir aussi art. 269<sup>bis</sup> CPP)

**Minorité III** (Reimann Lukas, Schwander)

*Biffer*

(voir aussi art. 269<sup>bis</sup> CPP)

**Droit en vigueur Conseil fédéral****Conseil  
des Etats****Commission du Conseil national**

Art. 70<sup>ter</sup> (nouveau) Utilisation de programmes informatiques spéciaux de surveillance de la correspondance par télécommunication

<sup>1</sup> Le juge d'instruction peut ordonner l'introduction de programmes informatiques spéciaux de surveillance de la correspondance par télécommunication dans un système informatique dans le but d'intercepter et de transférer le contenu des communications et les données secondaires de télécommunication non cryptés aux conditions suivantes:

- a. les conditions fixées à l'art. 70, al. 1 et 3, sont remplies;
- b. il s'agit de poursuivre les infractions mentionnées à l'art. 73a, al. 1, let. a, ou, lorsque le jugement d'une infraction relevant d'une juridiction civile est délégué à une juridiction militaire, les infractions énumérées à l'art. 286, al. 2, CPP<sup>25</sup>;
- c. les mesures de surveillance de la correspondance par télécommunication au sens de l'art. 70 prises jusqu'alors sont restées sans succès ou ces mesures de surveillance n'auraient aucune chance d'aboutir ou rendraient la surveillance excessivement difficile.

25 RS 312.0

Art. 70<sup>ter</sup>

Art. 70<sup>ter</sup>

**Majorité**

<sup>1</sup> ...

... de télécommunication sous une forme non cryptée aux conditions ...

**Majorité**

**Minorité I** (Leutenegger Oberholzer, Kiener Nellen, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Stamm, Vischer Daniel)

L'utilisation de programmes informatiques spéciaux dans le but de s'introduire dans un système informatique pour surveiller la correspondance par télécommunication est interdite.  
(voir aussi art. 269<sup>ter</sup> CPP)

... de

télécommunication sous

une forme non cryptée

aux conditions ...

**Minorité** (Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Ruiz Rebecca, Schneider Schüttel, Schwaab, Vischer Daniel)

<sup>1bis</sup> Ces programmes informatiques spéciaux ne peuvent être obtenus auprès d'une autorité d'un pays dont les services de renseignements pratiquent une surveillance des télécommunications à grande échelle ou d'une entreprise dont le siège se trouve dans un tel pays.  
(voir aussi art. 269<sup>ter</sup>, al. 1<sup>bis</sup> CPP)

**Minorité II** (Vischer Daniel, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Nidegger, Reimann Lukas, Schwander, Stamm)

*Biffer*  
(voir aussi art. 269<sup>ter</sup> CPP)

**Minorité III** (Reimann Lukas, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Nidegger, Schwander, Stamm, Vischer Daniel)

*Biffer*  
(voir aussi art. 269<sup>ter</sup>, art. 274, al. 4, let. b CPP; art. 70e, al. 4, let. b PPM)

**Minorité** (Vischer Daniel, Leutenegger Oberholzer, Reimann Lukas, Schwander)

<sup>1</sup> ...

b. il s'agit de poursuivre l'une des infractions énumérées à l'art. 260<sup>bis</sup>, al. 1, CP;  
(voir aussi art. 269<sup>ter</sup>, al. 1 let. b CPP)

**Droit en vigueur****Conseil fédéral****Conseil des Etats****Commission du Conseil national**

<sup>2</sup> Dans son ordre de surveillance, le juge d'instruction indique:

- a. le type de données qu'il souhaite obtenir;
- b. le local qui n'est pas public dans lequel il est le cas échéant nécessaire de pénétrer pour introduire des programmes informatiques spéciaux de surveillance de la correspondance par télécommunication dans le système informatique considéré.

<sup>3</sup> Les données qui ne sont pas visées par l'al. 1 et qui ont été collectées en recourant à de tels programmes informatiques doivent être immédiatement détruites. Les informations recueillies au moyen de ces données ne peuvent être exploitées.

<sup>4</sup> Le juge d'instruction tient une statistique de ces surveillances. Le Conseil fédéral règle les modalités.

**Majorité** **Minorité** (Leutenegger Oberholzer, Kiener Nellen, Ruiz Rebecca, Schneider Schüttel, Schwaab, Vischer Daniel)

<sup>4</sup> Le juge d'instruction tient une statistique de ces surveillances; accessible au public, cette statistique renseigne sur l'utilisation des programmes et l'exploitation des résultats faite par les tribunaux.  
(voir aussi art. 269<sup>er</sup>, al. 4 CPP)

**Minorité** (Leutenegger Oberholzer, Flach, Kiener Nellen, Ruiz Rebecca, Schneider Schüttel, Schwaab, Vischer Daniel, von Graffenried)

<sup>5</sup> Seuls peuvent être utilisés des programmes qui ne risquent pas d'affaiblir ou de mettre en péril l'intégrité de la machine et des réseaux concernés. Il faut notamment pouvoir exclure tout accès à la machine par des tiers.  
(voir aussi art. 269<sup>er</sup>, al. 5 CPP)

**Minorité** (Leutenegger Oberholzer, Kiener Nellen, Schwaab, Vischer Daniel)

<sup>6</sup> Seuls peuvent être utilisés les programmes développés en Suisse.  
(voir aussi art. 269<sup>er</sup>, al. 6 CPP)

**Droit en vigueur****Conseil fédéral****Conseil des Etats****Commission du Conseil national**

*Art. 70<sup>quater</sup>* Exigences posées aux programmes informatiques spéciaux de surveillance de la correspondance par télécommunication

<sup>1</sup> Seuls peuvent être utilisés des programmes informatiques spéciaux qui génèrent un procès-verbal complet et inaltérable de la surveillance. Le procès-verbal est joint au dossier de la procédure.

<sup>2</sup> Le transfert des données du système informatique surveillé au juge d'instruction compétent est sécurisé.

<sup>3</sup> Le juge d'instruction s'assure que le code source peut être contrôlé, dans le but de vérifier que le programme ne contient que des fonctions admises par la loi.

**Majorité**

**Minorité** (Lüscher, Amherd, Barazzone, Chevalley, Eichenberger, Flach, Jositsch, Markwalder, Merlini, Rickli Natalie, Vogler)

<sup>4</sup> La Confédération gère un service chargé de la mise à disposition des programmes informatiques spéciaux. Ce service a pour tâche de développer les programmes informatiques spéciaux de surveillance de la correspondance par télécommunication ou de les acheter auprès de tiers.

<sup>4</sup> *Biffer* (= selon Conseil des Etats) (voir aussi art. 269<sup>quater</sup>, al. 4 CPP)

<sup>5</sup> Le juge d'instruction utilise exclusivement des programmes informatiques validés par la Confédération; il s'acquitte d'un émolument approprié pour les frais de mise à disposition et de contrôle des programmes en question.

<sup>5</sup> *Biffer* (= selon Conseil des Etats) (voir aussi art. 269<sup>quater</sup>, al. 5 CPP)

**Droit en vigueur****Conseil fédéral****Conseil des Etats****Commission du Conseil national****Majorité**

**Minorité** (Vischer Daniel, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, von Graffenried)

<sup>6</sup> Les données obtenues en violation des dispositions des al. 1 à 5 ne peuvent être exploitées.  
(voir aussi art. 269<sup>quater</sup>, al. 6 CPP)

**Art. 70a** Objet de la surveillance

Peuvent faire l'objet d'une surveillance l'adresse postale et le raccordement de télécommunication:

a. du prévenu;

b. d'un tiers, si des faits déterminés laissent présumer:

1. que le prévenu utilise l'adresse postale ou le raccordement de télécommunication du tiers pour recevoir des envois et des communications,

2. que le tiers reçoit des communications déterminées pour le compte du prévenu ou des communications émanant du prévenu, qu'il est chargé de retransmettre à d'autres personnes.

**Art. 70b** Sauvegarde du secret professionnel

<sup>1</sup> En cas de surveillance d'une personne appartenant à l'une des catégories professionnelles énumérées à l'art. 75, let. b, le tri des informations qui n'ont pas de rapport avec l'objet de l'enquête ni avec le motif pour lequel la personne concernée est soumise à surveillance doit être exécuté sous la direction du président du tribunal militaire. Ce tri est opéré de telle sorte que le juge d'instruction n'ait connaissance d'aucun secret professionnel.

**Art. 70a**, phrase introductive et let. b, ch. 1

Peuvent faire l'objet d'une surveillance la correspondance par poste et télécommunication:

b. d'un tiers, si des faits déterminés laissent présumer:

1. que le prévenu utilise l'adresse postale ou le service de télécommunication du tiers,

**Art. 70b** Sauvegarde du secret professionnel

<sup>1</sup> En cas de surveillance d'une personne appartenant à l'une des catégories professionnelles énumérées à l'art. 75, let. b, le tri des informations qui n'ont pas de rapport avec l'objet de l'enquête ni avec le motif pour lequel la personne concernée est soumise à surveillance doit être exécuté sous la direction du président du tribunal militaire. Ce tri est opéré de telle sorte que le juge d'instruction n'ait connaissance d'aucun secret professionnel. Les données écartées doivent être immédiatement détruites; elles

**Droit en vigueur**

<sup>2</sup> Le branchement direct n'est autorisé qu'aux conditions suivantes:

- a. des soupçons graves pèsent sur le détenteur du secret professionnel lui-même;
- b. des raisons particulières l'exigent.

<sup>3</sup> En cas de surveillance d'autres personnes, les informations à propos desquelles l'une des personnes mentionnées à l'art. 75, let. a ou c, pourrait refuser de témoigner doivent être retirées du dossier de la procédure pénale et immédiatement détruites; elles ne peuvent pas être utilisées dans le cadre de cette procédure.

**Art. 70c** Régime de l'autorisation et autorisation-cadre

<sup>1</sup> La mise en oeuvre de la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication est subordonnée à l'autorisation du président du Tribunal militaire de cassation.

<sup>2</sup> Si l'enquête établit que la personne qui fait l'objet d'une surveillance de sa correspondance par télécommunication change de raccordement à intervalles rapprochés, le président du Tribunal militaire de cassation peut exceptionnellement autoriser que chaque raccordement identifié utilisé par cette personne soit surveillé sans nouvelle autorisation (autorisation-cadre). Le juge d'instruction soumet chaque mois, ainsi qu'après la levée de la surveillance, un rapport à l'approbation du président du Tribunal militaire de cassation.

**Conseil fédéral**

ne peuvent pas être utilisées dans le cadre de cette procédure.

<sup>2</sup> Le tri préalable des informations visé à l'al.

1 ne doit pas être effectué lorsque:

- a. des soupçons graves pèsent sur le détenteur du secret professionnel lui-même;
- b. des raisons particulières l'exigent.

<sup>3</sup> En cas de surveillance d'autres personnes, dès qu'il est établi que celles-ci communiquent avec l'une des personnes mentionnées à l'art. 75, let. b, un tri des informations portant sur les communications avec cette personne doit être entrepris selon le modalités de l'al. 1. Les informations à propos desquelles l'une des personnes mentionnées à l'art. 75, let. b, pourrait refuser de témoigner doivent être retirées du dossier de la procédure pénale et immédiatement détruites; elles ne peuvent pas être utilisées dans le cadre de cette procédure.

*Art. 70c, al. 2, 1<sup>re</sup> phrase, et 3*

<sup>2</sup> Si l'enquête établit que la personne qui fait l'objet d'une surveillance de sa correspondance par télécommunication change de service de télécommunication à intervalles rapprochés, le président du Tribunal militaire de cassation peut exceptionnellement autoriser que chaque service identifié utilisé par cette personne soit surveillé sans nouvelle autorisation (autorisation-cadre). ...

**Conseil des Etats****Commission du Conseil national**

**Droit en vigueur**

<sup>3</sup> Lorsque la surveillance d'un raccordement faisant l'objet d'une autorisation-cadre exige des mesures de précaution non incluses dans l'autorisation dans le but de protéger le secret professionnel, cette surveillance doit faire l'objet d'une demande d'autorisation distincte au président du Tribunal militaire de cassation.

**Art. 70d** Données relatives au trafic et à la facturation, identification des usagers

<sup>1</sup> Lorsque de graves soupçons laissent supposer qu'un crime ou un délit ou une contravention a été commis et que les conditions visées à l'art. 70, al. 1, let. b et c, sont remplies, le juge d'instruction peut exiger que lui soient fournies:

a. les données indiquant quand, avec quelles personnes et moyennant quels raccordements la personne surveillée a été ou est en liaison par poste ou télécommunication;  
b. les données relatives au trafic et à la facturation.

<sup>2</sup> L'ordre de surveillance est soumis à l'autorisation du président du Tribunal militaire de cassation.

**Conseil fédéral**

<sup>3</sup> Lorsque la surveillance d'un service faisant l'objet d'une autorisation-cadre exige des mesures de précaution non incluses dans l'autorisation dans le but de protéger le secret professionnel, cette surveillance doit faire l'objet d'une demande d'autorisation distincte au président du Tribunal militaire de cassation.

**Art. 70d** Identification des usagers, localisation et caractéristiques techniques de la correspondance

<sup>1</sup> Lorsque de graves soupçons laissent supposer qu'un crime ou un délit ou une contravention a été commis et que les conditions visées à l'art. 70, al. 1, let. b et c, sont remplies, le juge d'instruction peut exiger que lui soient fournies les données secondaires de télécommunication au sens de l'art. 8, let. b, de la loi fédérale du ... sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication (LSCPT)<sup>26</sup> et les données secondaires postales au sens de l'art. 19, al. 1, let. b, LSCPT de la personne surveillée.

<sup>2</sup> L'ordre de surveillance est soumis à l'autorisation du président du Tribunal militaire de cassation.

**Conseil des Etats**

**Art. 70d**

<sup>1</sup> ...

... qu'un crime ou un délit a été commis ...

**Commission du Conseil national**

**Art. 70d**

**Majorité** **Minorité** (Reimann Lukas, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Nidegger, Schwander, Stamm, Vischer Daniel)

<sup>1</sup> Lorsque des soupçons laissent présumer qu'un crime, un délit ou une contravention au sens de l'art. 179<sup>septies</sup> CP a été commis ou est sur le point de l'être, le juge d'instruction peut exiger la conservation des données secondaires postales au sens de l'art. 19, al. 4, de la loi fédérale du ... sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication (LSCPT) et des données secondaires de télécommunication au sens de l'art. 26, al. 5, LSCPT de la personne surveillée. (voir aussi art. 26, al. 5 et 5<sup>ter</sup>; art. 273, al. 1 et 3 CPP; art. 70d, al. 3 PPM)

Droit en vigueur	Conseil fédéral	Conseil des Etats	Commission du Conseil national				
<p><sup>3</sup> Les renseignements mentionnés à l'al. 1 peuvent être demandés avec effet rétroactif sur une période de six mois au plus, indépendamment de la durée de la surveillance.</p>	<p><sup>3</sup> Les renseignements mentionnés à l'al. 1 peuvent être demandés avec effet rétroactif sur une période de douze mois au maximum, indépendamment de la durée de la surveillance.</p>	<p><sup>3</sup> Les données secondaires de télécommunication peuvent être demandées avec effet rétroactif sur une période de douze mois au plus, indépendamment de la durée de la surveillance. Les données secondaires postales peuvent être demandées avec effet rétroactif sur une période de six mois au plus, indépendamment de la durée de la surveillance. (voir aussi art. 19, al. 4 et art. 45, al. 3 LSCPT et art. 273, al. 3 CPP)</p>	<p><sup>3</sup> Selon Conseil fédéral</p>	<p><sup>3</sup> Selon Conseil des Etats (voir aussi art. 19, al. 4 et art. 45, al. 3 LSCPT et art. 273, al. 3 CPP)</p>	<p><sup>3</sup> Selon droit en vigueur (voir aussi art. 26, al. 5, et art. 45, al. 3; art. 273, al. 3 CPP)</p>	<p><sup>3</sup> Abrogé (voir aussi art. 26, al. 5 et 5<sup>ter</sup>; art. 273, al. 1 et 3 CPP; art. 70d, al. 1 PPM)</p>	<p><sup>3</sup> Abrogé (voir aussi art. 26, al. 1, let. b; art. 26, al. 5; art. 27, al. 2; art. 28, al. 2; art. 29, al. 2; art. 39, al. 1, let. b; art. 45, al. 3; art. 273, al. 3 CPP)</p>
<p><b>Art. 70e</b> Procédure d'autorisation</p>	<p>Art. 70e, al. 4</p>		<p>Art. 70e</p>				
<p><sup>1</sup> Le juge d'instruction transmet au président du Tribunal militaire de cassation dans les 24 heures à compter du moment où la surveillance a été</p>							



**Droit en vigueur**

ordonnée ou les renseignements ont été fournis:

- a. l'ordre de surveillance;
- b. un exposé des motifs ainsi que les pièces du dossier de la procédure pénale déterminantes pour l'autorisation de surveillance.

<sup>2</sup> Le président du Tribunal militaire de cassation statue dans les cinq jours, à compter du moment où la surveillance a été ordonnée ou les renseignements ont été fournis, en indiquant brièvement les motifs de sa décision. Il peut autoriser la surveillance à titre provisoire, assortir l'autorisation de conditions ou encore demander que le dossier soit complété ou que d'autres éclaircissements soient apportés.

<sup>3</sup> Il communique immédiatement sa décision au juge d'instruction et au service chargé de la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication, au sens de l'art. 2 de la loi fédérale du 6 octobre 2000 sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication.

<sup>4</sup> L'autorisation doit indiquer expressément si:

- a. des mesures visant à sauvegarder le secret professionnel doivent être prises;
- b. des branchements directs peuvent être effectués.

<sup>5</sup> Le président du Tribunal militaire de cassation octroie l'autorisation pour trois mois au plus. Celle-ci peut être prolongée plusieurs fois d'une période de trois mois au plus. Avant l'échéance de l'autorisation, le juge d'instruction en demande si nécessaire la prolongation et indique les motifs de sa requête.

**Conseil fédéral**

<sup>4</sup> L'autorisation indique expressément:

- a. les mesures visant à sauvegarder le secret professionnel qui doivent être prises;
- b. s'il peut être pénétré dans un local qui n'est pas public pour introduire des programmes informatiques spéciaux de surveillance de la correspondance par télécommunication dans le système informatique considéré.

**Conseil des Etats****Commission du Conseil national**

**Majorité** (Reimann Lukas, Kiener Nellen, Leutenegger Oberholzer, Nidegger, Schwander, Stamm, Vischer Daniel)

<sup>4</sup> ...

*b. Biffer*  
(voir aussi art. 269<sup>ter</sup> et art. 274, al. 4, let. b CPP)

**Droit en vigueur****Conseil fédéral****Conseil des Etats****Commission du Conseil national****Art. 70j** Communication**Art. 70j****Majorité Minorité** (Schwander, Nidegger, Stamm)

<sup>1</sup> Au plus tard lors de la clôture de la procédure préliminaire, le juge d'instruction communique au prévenu et au tiers qui ont fait l'objet d'une surveillance au sens de l'art. 70a, let. b, les motifs, le mode et la durée de la surveillance.

<sup>1</sup> ...

...  
communique aux personnes concernées par les mesures de surveillance, notamment celles qui ne font pas directement l'objet de cette surveillance, les motifs, le mode et la durée, le lieu et les horaires de la surveillance.

<sup>1bis</sup> Le juge d'instruction remet à la personne concernée:

- a. des copies de toutes les données personnelles rassemblées sur la personne concernée au cours de la surveillance;
- b. des copies du contenu de l'ensemble des communications émises par la personne concernée obtenues au cours de la surveillance.

<sup>2</sup> ...

... de différer la communication d'un an au plus, si la protection d'intérêts publics ou privés prépondérants l'exige.  
(voir aussi art. 279 CPP; art. 70k PPM)

<sup>2</sup> Avec l'accord du président du Tribunal militaire de cassation, il est possible de différer la communication ou d'y renoncer aux conditions suivantes:

- a. les informations recueillies ne sont pas utilisées à des fins probatoires;
- b. cette mesure est indispensable à la protection d'intérêts publics ou privés prépondérants.

**Art. 70k** Recours**Art. 70k** Recours**Art. 70k****Majorité Minorité** (Schwander, Nidegger, Stamm)

Les personnes dont le raccordement de télécommunication ou l'adresse postale ont été surveillés et celles qui ont utilisé le même raccordement ou la même adresse postale peuvent interjeter recours devant le Tribunal militaire de cassation dans les dix jours à compter de la réception de la communication, pour illégalité de la mesure ou violation du principe de la proportionnalité.

Les personnes dont la correspondance par poste ou par télécommunication a été surveillée et celles qui ont utilisé la même adresse postale ou le même service de télécommunication peuvent interjeter recours devant le Tribunal militaire de cassation dans les dix jours à compter de la réception de la communication, pour illégalité de la mesure ou violation du principe de la proportionnalité.

Les personnes qui sont, ou ont été, concernées par les mesures de surveillance peuvent interjeter recours ...  
(voir aussi art. 279 CPP; art. 70j PPM)

**Droit en vigueur****Conseil fédéral****Conseil des Etats****Commission du Conseil national****3. Loi du 30 avril 1997 sur les télécommunications<sup>27</sup>**

*Art. 6a (nouveau)* Blocage de l'accès aux services de télécommunication

Les fournisseurs de services de télécommunication bloquent l'accès à la téléphonie et à Internet de leurs clients n'ayant pas souscrit d'abonnement, lorsque ceux-ci, lors de l'ouverture de la relation commerciale:

- a. ont utilisé l'identité d'une personne qui n'existait pas ou qui n'a pas au préalable consenti à l'ouverture de cette relation; ou
- b. n'ont pas présenté un document conforme aux exigences fixées par le Conseil fédéral selon l'art. 23, al. 1, de la loi fédérale du ... sur la surveillance de la correspondance par poste et télécommunication<sup>28</sup>.

---

<sup>27</sup> RS 784.10

<sup>28</sup> RS ... (FF 2013 2483)